

Martin Conway

DE LA « CITE SECULIERE »
A LA « CITE DE DIEU » :
LES CATHOLIQUES ET LA POLITIQUE
DANS LA BELGIQUE FRANCOPHONE
DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES (*)

Cet article a paru, sous le titre : « Building the Christian City : Catholics and politics in inter-war francophone Belgium », dans la revue Past and Present : A Journal of Historical Studies, n° 128, d'août 1990. Le rédacteur en chef de cette publication, Monsieur Paul Slack, nous a fort obligeamment permis de publier cette traduction française de l'étude de Monsieur Conway dans les Cahiers-Bijdragen. Nous l'en remercions vivement (NDLR).

L'origine des attitudes politiques catholiques a été quelque peu négligée par les historiens de l'entre-deux-guerres en Europe. Pourtant, comme l'ont révélé un certain nombre d'études récentes (1), les idées politiques qui traversaient alors le monde catholique, constituent un bon échantillon des courants intellectuels de cette époque. L'étude des idéologues catholiques permet notamment de rectifier les idées plutôt simplistes qui dominent encore trop souvent l'histoire intellectuelle de cette période. Cette conception tend à dessiner la carte idéologique d'une Europe vue comme le champ d'affrontement du fascisme, de la démocratie libérale et du communisme ou du socialisme. La réalité était cependant beaucoup plus complexe que cette division triadique ne voudrait nous le faire croire et il est regrettable que, dans leur hâte à fixer les contours du champ de bataille, nombre d'historiens – Zeev Sternell au premier chef – ont eu tendance à rattacher, quelque peu arbitrairement, les penseurs et publicistes catholiques aux camps fasciste ou

(*) Je suis très reconnaissant à Alain Dantoing qui m'a beaucoup aidé pendant la préparation de cet article et qui a aimablement assumé la responsabilité de sa traduction. J'adresse aussi mes remerciements à mes collègues Mary Vincent, Tom Buchanan et le professeur Richard Cobb.

(1) Voir notamment L. GELLOTT, « Defending Catholic interests in the Christian state : The Role of Catholic Action in Austria, 1933-1938 », dans *The Cath. Hist. Rev.*, tLXXIV, 1988, pp. 571-589; R. J. WOLFF et J.K. HOENSCH (Eds.), *Catholics, the State and the European Radical Right, 1919-1945*, Boulder, 1987.

démocratique, sans prendre en compte la spécificité de la tradition politique dont ils relevaient (2).

En fait, au cours de l'entre-deux-guerres, on assista dans presque tous les pays de l'Europe catholique à l'émergence d'un fort courant politico-intellectuel qui, au nom du fait catholique, rejetait les principes et les valeurs de la démocratie libérale et parlementaire. Soutenus surtout par de jeunes intellectuels et étudiants bourgeois, ces catholiques radicaux n'œuvrèrent certes pas dans un *vacuum* intellectuel et beaucoup d'idées qu'ils promouvaient avaient d'évidentes affinités avec celles qu'exprimaient les nombreuses autres critiques dont la démocratie libérale était l'objet au cours de ces années troublées. Il reste que cette tradition catholique possédait une réelle spécificité. Dans un certain nombre de pays, plus particulièrement en Pologne, en Autriche, dans la péninsule ibérique et en Belgique, elle acquit une importance considérable et déboucha sur la création de mouvements de masse catholiques. Les idées politiques et spirituelles de ces groupes étaient, en dépit de quelques variantes nationales, substantiellement les mêmes. Toutes proclamaient leur ambition d'établir un ordre politique et social véritablement catholique et opposé, tant à ce qu'ils considéraient comme le libéralisme démodé du XIXe siècle qu'aux idéaux du communisme soviétique et des fascismes italien et allemand (3).

Le propos de cet article est précisément de procéder à une réévaluation de cette idéologie politique catholique spécifique par l'analyse des idées développées par des militants catholiques de la Belgique francophone. La Belgique est indéniablement l'un des pays-clés pour l'étude du phénomène. En dépit d'un déclin de la pratique religieuse à la fin du dix-neuvième siècle, ce pays restait en effet, dans l'entre-deux-guerres, une terre d'élection pour les institutions et les valeurs catholiques. En 1940, 98 % de la population étaient baptisés dans la religion catholique et 80 % des enterrements et des mariages continuaient à se faire sous les auspices de l'Eglise. Soutenues par la tendance à l'avancement des premières communions et la disparition de l'anticléricalisme militant, les statistiques des communiants s'élevèrent régulièrement au cours de l'entre-deux-guerres tandis que le nombre de religieux crut d'environ 40.000 en 1910 à 62.349 en

(2) Voir Z. STERNHELL, *Ni droite ni gauche : l'idéologie fasciste en France*, Paris, 1983. La classification rigide établie par Sternhell de tous les écrivains en idéologues démocrates ou en idéologues fascistes a été fortement critiquée par plusieurs spécialistes. Voir M. WINOCK, « Fascisme à la française ou fascisme introuvable ? », *Le débat*, n° 25, mai 1983, pp. 35-44; B. COMTE, « Emmanuel Mounier devant Vichy et la révolution nationale en 1940-41 : l'histoire réinterprétée », dans *Revue d'histoire de l'église de France*, t.LXXI, 1985, pp. 253-279.

(3) L. GELLOTT, *op.cit.*, pp. 571-589; M. VINCENT, « The Spanish Church and the Popular Front: The Experience of Salamanca Province », dans M. ALEXANDER et H. GRAHAM (Eds.), *The French and Spanish Popular Fronts: Comparative Perspectives*, Cambridge, 1989, pp.79-92; M. PRZECISZEWSKI, « L'association catholique de la jeunesse 'Odrodzenie' (La Renaissance). Aperçu historique », dans *Revue du Nord*, t.LXX, 1988, pp. 333-347.

1947. Les prêtres jouaient un rôle majeur dans de nombreux secteurs de la vie publique et, en 1950, il y avait en Belgique un prêtre pour 600 habitants, contre 1 pour 751 en Italie et 1 pour 970 en Espagne ⁽⁴⁾. Certes, ces statistiques nationales voilaient d'importantes variations régionales. Reflétant son caractère plus rural, la pratique religieuse était, dans son ensemble, plus élevée en Flandre que dans la Wallonie francophone. Dans le sillon industriel jalonné par Mons, Charleroi et Liège, une minorité seulement de la population assistait régulièrement à la messe et nombre de membres de la classe ouvrière étaient complètement déchristianisés ⁽⁵⁾. Il reste que l'impression d'ensemble demeurait celle d'une Eglise puissante et bien organisée qui, grâce à son vaste appareil d'oeuvres confessionnelles — écoles, mouvements de jeunesse, ligues paysannes et syndicats — exerçait une influence déterminante en de nombreux domaines de la vie publique en Belgique.

La force de l'Eglise catholique se reflétait dans la sphère politique. De 1884 à 1914, la Belgique avait été dirigée, sans interruption, par le parti catholique qui, dans le cadre du suffrage restreint de cette époque, avait obtenu la majorité absolue à chaque élection depuis les âpres querelles entre cléricaux et anticléricaux des années 1870 et 1880. Ce succès électoral engagea le parti catholique à se faire le champion le plus enthousiaste de la Constitution de 1830. Contrairement à ce qui était le cas en France, il n'y avait aucune aliénation catholique au système politique et, sous la conduite discrète mais effective de l'épiscopat, les hommes politiques catholiques utilisèrent leur pouvoir gouvernemental pour construire un état qui, bien que de caractère entièrement séculier, soutenait l'Eglise à bien des égards. Donc, même à l'intérieur du monde catholique, une division fut maintenue entre la religion et la politique. Le parti catholique et l'Eglise agissaient dans des sphères voisines mais séparées et le parti se voyait essentiellement comme le garant des intérêts de l'Eglise, veillant, par ses actions dans la sphère temporelle, à ce que les institutions religieuses — comme le clergé et le système éducatif catholique — fussent en mesure d'opérer pleinement ⁽⁶⁾. Cependant, cette période d'hégémonie catholique se termina brutalement lorsque, à la fin de la Première Guerre mondiale, le roi Albert insista pour que les élections eussent lieu au suffrage universel pur et simple. Quoique le parti catholique obtint toujours plus de 35 % des suffrages au cours de la plupart des élections qui se déroulèrent dans l'entre-deux-guerres, il n'obtint plus jamais une majorité absolue au parlement et fut donc

(4) R. AUBERT, *150 ans de vie des églises*, Bruxelles, 1980, pp. 47-59; L. de SAINT-MOULIN, «Contribution à l'histoire de la déchristianisation. La pratique religieuse à Seraing depuis 1830», dans *Annuaire d'histoire liégeoise*, t.X, 1967, pp. 33-126.

(5) R. AUBERT, *op.cit.*, pp. 48-52.

(6) A. SIMON, «Le Cardinal Mercier et la politique», dans *Res Publica*, t.VI, 1964, pp. 111-124; W.S. PLAVSIC, «L'Eglise et la politique en Belgique», dans *Res Publica*, t.X, 1968, pp. 211-225; P. GERIN, «L'Eglise et la politique en Belgique avant 1914», dans *Res Publica*, t.XXVII, 1985, pp. 521-541.

forcé de partager le pouvoir, dans les nombreuses et éphémères coalitions gouvernementales de la période, avec l'une des deux principales autres forces politiques — ou les deux à la fois — en Belgique, les partis socialiste et libéral (7).

Il n'est pas étonnant que la fin de cette suprématie ait dominé les attitudes politiques catholiques dans l'immédiat après-guerre. Le parti catholique accepta la décision royale et forma, en 1921, une nouvelle organisation politique plus centralisée, l'*Union Catholique Belge*, mieux adaptée aux nécessités du temps. Pour marquer ce nouveau départ, l'*Union* proclama une déclaration d'intention, aux termes de laquelle elle se ralliait au suffrage universel, à l'union nationale et à la défense de la Constitution et de la monarchie (8). Cette attitude conciliante n'était cependant point partagée par tous les catholiques. Le Cardinal Mercier, primat de Belgique, et une bonne partie de l'élite politique catholique traditionnelle s'étaient opposés à l'octroi du suffrage universel et beaucoup de gens — spécialement au sein de la bourgeoisie catholique francophone — regrettaient amèrement l'ère de la politique de masse et de partage du pouvoir que ce suffrage universel avait inaugurée. Ce sentiment se refléta dans la popularité des idées autoritaires et nationalistes. Avant 1914, très peu de catholiques belges semblent avoir douté de ce que le système parlementaire existant fût le meilleur garant de la religion aussi bien que de l'ordre social. La contestation s'était confinée dans de « petites chapelles » et l'atmosphère générale, même chez les étudiants, avait été celle de la satisfaction sur le plan politique (9). Mais, pendant et après la guerre, les attitudes changèrent nettement. Une nouvelle génération de penseurs et de publicistes catholiques émergea, qui donna une plus large diffusion en Belgique aux idées des écrivains anti-démocrates français comme Maurras, Barrès et Bainville (10). Des publications comme la très bourgeoise *Revue catholique des idées et des faits* — créée en 1921 avec l'appui du cardinal Mercier — stigmatisèrent l'« affreux régime » de démagogie généré par le suffrage universel. Au cours des années 20, la *Revue* se mua en porte-parole des catholiques qui se sentaient en rupture avec le monde d'après-guerre. Alimentée à l'origine par la perte de la suprématie politique catholique, l'hostilité se transforma graduellement en une antipathie viscérale et

(7) E. WITTE et J. CRAEYBECKX, *La Belgique politique de 1830 à nos jours*, Bruxelles, 1987, p. 157; C.-H. HÖJER, *Le régime parlementaire belge de 1918 à 1940*, Uppsala et Stockholm, 1946.

(8) E. GERARD, *Documents relatifs à l'organisation du Parti Catholique Belge (1920-1922, 1931-1933)*, Louvain-Paris, 1981 (*Cahiers du Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine*, n° 101).

(9) E. DEFOORT, « Les catholiques belges face à Maurras et à l'Action Française, 1898-1914 », dans *Revue d'histoire ecclésiastique*, t.LXXIII, 1978, pp. 315-333 et 593-631.

(10) E. DEFOORT, « Le courant réactionnaire dans le catholicisme francophone belge, 1918-1926 », dans *Revue belge d'histoire contemporaine*, t.VIII, 1977, pp. 81-149.

fondamentale envers les principes de la démocratie parlementaire. Tous les vices de l'ère moderne, soulignait la *Revue*, découlaient de l'influence corruptrice des dogmes libéraux de 1789 et l'adoption du suffrage universel avait simplement accéléré la dissolution d'un régime déjà décadent. Sous la façade du parlementarisme, le pouvoir réel était exercé par les francs-maçons, l'élite industrielle et les partis politiques qui soumettaient le pays aux «bourdes, faussetés, tromperies et autres bourrages de crâne» des campagnes électorales⁽¹¹⁾.

Le changement d'attitude de certains catholiques à l'encontre du régime parlementaire s'exprima également dans nombre d'autres publications, notamment dans *L'Autorité* fondée par un groupe d'anciens étudiants de l'Université Catholique de Louvain, et par des ligues nationalistes comme les *Jeunesses Nationales* de l'écrivain et homme politique catholique Pierre Nothomb. Influencés par les idées de l'*Action Française* et par l'exemple de l'Italie fasciste, ces groupes réclamaient l'abolition du suffrage universel, la diminution des pouvoirs du parlement et des partis politiques et des réformes administratives radicales de nature à créer un appareil d'état plus hiérarchique et plus efficient qui garantirait les principes d'ordre et d'autorité⁽¹²⁾. Bien qu'aucun de ces groupes ne réussit à se transformer en mouvement de masse, leurs idées imprégnèrent fortement les vues intellectuelles d'une bonne partie de la bourgeoisie catholique francophone belge. La rhétorique et les préjugés maurrassiens trouvèrent une audience toute prête dans ces milieux en rupture de ban avec la médiocrité et l'inefficacité du système démocratique⁽¹³⁾. A ces gens, les écrivains de la droite autoritaire française apportaient une synthèse séduisante des malheurs de l'ère moderne et qui contrastait avec les positions prudentes et conformistes du parti catholique⁽¹⁴⁾.

Cette influence maurrassienne d'inspiration française resterait bien présente dans les écrits de beaucoup de penseurs et d'hommes politiques catholiques au cours de l'entre-deux-guerres, mais elle ne représenterait jamais qu'une tendance au sein du catholicisme belge. En 1926, la condamnation de l'*Action Française* par le pape — partiellement suscitée,

(11) Cfr *Revue catholique des idées et des faits*, 22.II, 8.III et 24-31.V.1929, Editoriaux.

(12) J. SERRUYS, *Sous le signe de l'autorité*, Bruxelles, 1938; L. SCHEPENS, «Fascists and Nationalists in Belgium, 1919-40», dans S.V. LARSEN, B. HAGTVET et J.P. MYKLEBUST, *Who were the Fascists*, Bergen, 1980, pp. 504-508; *L'Autorité*, 21.XII.1930, p. 1, «Un régime paralytique» et 10.I.1931, p. 1, «La Cause commune»; *Revue catholique des idées et des faits*, 27.X.1933, pp. 14-15, «A propos de la réforme de l'état» et 17.XI.1933, p. 2, «La Semaine».

(13) A ce sujet, cfr le travail du romancier et journaliste Robert Poulet, *La Révolution est à droite*, Paris, 1934. Voir aussi P. WYNANTS, «La controverse Cardijn-Valschaerts, (mars-avril 1931)», dans *Revue belge d'histoire contemporaine*, t.XV, 1984, p. 112.

(14) *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, 8.VII.1925, pp. 291-306, «Charles Maurras et la Jeunesse Catholique Belge»; J. STREEL, *Les jeunes gens et la politique*, Louvain, 1932, pp. 16-18; A. MOLITOR, *Souvenirs*, Paris-Gembloux, 1984, p. 91. Pour le parti catholique, voir E. GERARD, *De Katholieke Partij in crisis*, Louvain, 1985.

semble-t-il, par la popularité acquise par Maurras en Belgique — porta un coup sérieux au prestige de ces idées autoritaires et, contrairement à ce qui fut le cas dans d'autres pays européens, l'interdit papal semble avoir été bien respecté en Belgique (15). En conséquence, à la fin des années 20, beaucoup d'étudiants et d'intellectuels catholiques se détournèrent de l'imitation des slogans et des idées de Maurras, Barrès et Mussolini et cherchèrent une inspiration plus directement catholique. Cette importante réorientation intellectuelle procédait partiellement d'un changement de génération. Les premiers groupes d'étudiants et d'écrivains catholiques de l'après-guerre s'étaient, vers 1930, largement dispersés, beaucoup s'étant engagés dans de fructueuses carrières au sein de l'élite politique ou littéraire belge (16), et leur place fut prise par des jeunes dont la formation avait subi d'autres influences. Agés de 20 à 30 ans en 1930, ils formaient une nouvelle génération de militants catholiques, trop jeunes pour avoir participé à la guerre et qui, dans beaucoup de cas, n'avaient expérimenté qu'indirectement la fascination maurrassienne (17).

C'est, et de loin, l'Association catholique de la jeunesse belge (A.C.J.B.) qui exerça la plus grande influence sur ce milieu d'étudiants, d'intellectuels et d'écrivains catholiques. Bien qu'elle se fonda sur certaines initiatives d'avant-guerre, cette organisation fut créée en 1921 par un jeune prêtre enthousiaste, l'abbé Louis Picard. Son propos était de constituer un mouvement qui serait en mesure d'amener des jeunes catholiques belges de toutes les classes sociales à participer plus directement à la vie de l'Eglise (18). Comme tel, il reçut un soutien énergique, non seulement du primat de Belgique, le cardinal Mercier, mais aussi de Pie XI qui, depuis son élection en 1922 avait fait de la création de groupements d'Action catholique un thème majeur de son pontificat. Tant Mercier que le pape croyaient que l'Eglise devait adopter une attitude plus offensive à l'encontre du monde moderne. Les divers partis catholiques qui s'étaient constitués dans la plus grande partie de l'Europe au cours des dernières décennies du dix-neuvième siècle, comme le parti catholique belge, le parti du Centre allemand et le parti chrétien social autrichien avaient été des groupements largement défensifs, destinés à défendre les intérêts de l'Eglise et de la Foi contre les attaques des libéraux anticléricaux. Le nouveau pape estimait que, comme tels, ils avaient survécu à la nécessité qui les avait créés et encourageait leur remplacement par des groupements d'Action catholique dont l'objectif était de donner un rôle plus actif à la laïcité dans l'Eglise et de

(15) J.D. HOLMES, *The Papacy in the Modern World, 1914-1978*, Londres, 1981, p. 85; *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, 1.XII.1929, p. 598, «La Jeunesse intellectuelle catholique en Belgique»; A. MOLITOR, *op.cit.*, pp. 90-91.

(16) Cfr J.-C. RICQUIER, «Les souvenirs politiques d'Etienne de la Vallée Poussin», dans *Revue Générale*, mars 1981, pp. 3-22; J. SERRUYS, *op.cit.*, pp. 13-16 et 148-154.

(17) L. MOUREAU, *Catholique ou politique d'abord ?*, Louvain, 1927; J. STREEL, *op.cit.*

(18) Pour l'histoire de l'A.C.J.B., voir G. HOYOIS, *Gestes de jeunes*, Louvain, s.d. et *Aux origines de l'Action Catholique : Monseigneur Picard*, Bruxelles, 1960.

préparer la reconquête spirituelle du monde moderne par le catholicisme. C'est, pour cette raison, qu'une ferme distinction entre les domaines spirituel et temporel inspira toutes les actions de Pie XI. Bien qu'il se montrât disposé à signer des concordats avec presque n'importe quel régime politique, le pape voyait sa mission essentielle comme de caractère spirituel. Les groupes d'Action catholique n'entendaient pas agir comme auxiliaires des partis politiques mais entendaient opérer dans la sphère spirituelle pour, selon les propres termes de l'A.C.J.B., assurer le plein « rayonnement » de la foi catholique ⁽¹⁹⁾.

Il est clair que l'A.C.J.B. répondit à une nécessité parmi les jeunes catholiques belges. Elle s'étendit rapidement au cours des années 20 et développa un important réseau d'organisations affiliées représentant des groupes sociaux spécifiques comme les étudiants du secondaire et du supérieur, les jeunes agriculteurs, les indépendants et les femmes. Celles-ci furent des foyers de vie religieuse et sociale pour bien des catholiques, en organisant des congrès, des retraites et des pèlerinages et en produisant un nombre considérable de publications pieuses ou à préoccupations plus profanes. Par ailleurs, une initiative d'un autre jeune prêtre, l'abbé Cardijn, aboutit à la création en 1924 de la *Jeunesse ouvrière chrétienne* (J.O.C.) qui, bien que faisant partie de la structure fédérale de l'A.C.J.B., était d'une nature assez différente et garda toujours une certaine distance vis-à-vis du mouvement largement « classes moyennes » de Picard ⁽²⁰⁾.

L'idéologie de l'A.C.J.B. était dominée par une rhétorique de conquête et de pureté spirituelle. Dès sa fondation, ses dirigeants se définirent eux-mêmes comme « une phalange de l'Eglise du Christ », inspirée par une « volonté de conquête et d'apostolat » ⁽²¹⁾. Le mouvement allait radicalement à l'encontre de la tendance à la sécularisation et ses militants étaient incités à se préparer « à monter... à l'assaut de la société moderne » ⁽²²⁾. Les publications de l'A.C.J.B., aux titres pleins de résonance comme *Le blé qui lève*, *L'Effort* et *Réaliser* soulignaient que les valeurs de la religion catholique devaient réimprégner l'ensemble de la société. Tournant le dos à ce qu'ils rejetaient comme le timide catholicisme défensif du dix-neuvième siècle, les propagandistes de l'A.C.J.B. proclamèrent que le moment était

(19) J.D. HOLMES, *op.cit.*, pp. 47, 64-66 et 80-82; J. POLLARD, *The Vatican and Italian Fascism, 1929-1932*, Cambridge, 1985, pp. 5 et 22-26; *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, 15.II.1925, pp. 7-8, « Lettre aux Cahiers », 20.II.1928, pp. 73-79, « Sur les versants de la politique » et 28.II.1931, pp. 97-100, « Sixième lettre à Freddy »; L. PICARD, *La doctrine catholique de l'état*, Louvain, s.d., pp. 126-130.

(20) *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, 20.V.1926, pp. 313-316, « Conseils »; R. AUBERT, *op.cit.*, pp. 60-64. Pour la J.O.C., voir aussi pp. (77-78).

(21) G. HOYOIS, *Aux origines de l'Action Catholique*, p. 70; *Le Blé qui lève*, 29.IX.1929, p. 8, « Pour vous servir » et 12.I.1930, p. 15, « En deux fois »; R. DE BECKER, *Le livre des vivants et des morts*, Bruxelles, 1942, pp. 63-66 et 78.

(22) J. LECLERCQ, *Essai sur l'Action Catholique*, Bruxelles, 1928, pp. 50-54; *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, 28.XII.1930, pp. 641-645, « Convertir les convertis ».

venu de «rétablir le règne du Christ dans les âmes». Il fallait mettre un terme à la coexistence du catholicisme avec des doctrines athées comme le libéralisme. Seule une spiritualisation complète de la société pouvait générer «une Belgique plus saine, plus énergique, plus active, plus religieuse» (23).

L'élément central de ce vibrant catholicisme était le culte du Christ-Roi. Dans son encyclique *Quas Primas* de 1925, Pie XI avait encouragé cette dévotion à la majesté terrestre du Christ et Picard fit de ce culte le symbole de son nouveau mouvement (24). Une chapelle dédiée au Christ-Roi fut construite au quartier général de l'A.C.J.B. à Louvain et les milliers de jeunes gens qui participaient aux manifestations de l'organisation marchaient aux cris de «La Belgique au Christ» et «vive le Christ-Roi» (25). Conformément à la volonté de Picard et du président de l'A.C.J.B., Giovanni Hoyois, leur mouvement se voulut le successeur moderne des croisades et la représentation des membres de l'Action catholique comme une chevalerie ou une milice du Christ-Roi apparaît fréquemment dans les publications de l'A.C.J.B. (26). Ainsi, par exemple, l'abbé Jacques Leclercq, aumônier de l'organisation des étudiants catholiques et homme d'une grande influence dans le catholicisme belge de l'entre-deux-guerres, déclarait : «L'Action Catholique, c'est la mobilisation générale du temps de guerre, c'est la Nation armée» (27).

Un tel langage n'était pas propre à l'A.C.J.B. L'idée d'un conflit insurmontable avec la société moderne imprégnait le discours de nombreux mouvements de jeunesse dans l'Europe de l'entre-deux-guerres (28). Mais un trait caractéristique de l'A.C.J.B. était l'insistance avec laquelle ses militants soulignaient la nécessité d'un nouvel ordre politique et social. En dépit des injonctions de la Papauté et de leurs dirigeants à se cantonner dans le domaine purement spirituel, beaucoup de ces jeunes voyaient leur but dans «la Royauté du Christ» et, avec plus d'enthousiasme que de souci d'orthodoxie doctrinale, leurs idéaux temporels et spirituels fusionnaient

(23) *Le Blé qui lève*, 10.II.1929, p. 67, «Appel à l'Opinion Catholique»; *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, 15.II.1931, pp. 65-68, «Cinquième lettre à Freddy»; *Réaliser*, 1.II.1934, p. 1, «Pour que vive la JIC» et 16.XI.1934, p. 1, «En revenant de Charleroi»; P. RION, «L'A.C.J.B. et la lutte contre l'immoralité durant l'entre-deux-guerres: phantasmes et réalités», dans *Revue belge d'histoire contemporaine*, t.XV, 1984, pp. 71-102.

(24) J.D. HOLMES, *op.cit.*, p. 94; *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, 15.X.1928, pp. 449-452, «Le dernier dimanche d'Octobre».

(25) *Le Blé qui lève*, 1.XII.1929, pp. 504-505, «Une grande étape» et 26.X.1930, numéro spécial; *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, août 1931, numéro spécial.

(26) *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, 5.II.1928, pp. 33-35, «La fête du Pape» et 20.V.1928, p. 257, «Déclaration de l'A.C.J.B.»; *Le Blé qui lève*, 15.IX.1929, pp. 399 et 404, «Le rôle social de la JEC» et 1.V.1930, p. 187, «Le salut jéciste».

(27) J. LECLERCQ, *Essai sur l'Action Catholique*, p. 48.

(28) Cfr P. LANEYRIE, «Le mouvement des Scouts de France», dans *Revue d'histoire de l'église de France*, t.LXXIII, 1987, p. 265.

dans la vision réductrice d'une Belgique harmonieusement catholique gouvernée par les enseignements du Christ et de la Papauté⁽²⁹⁾.

Le succès de l'A.C.J.B. auprès de la jeunesse catholique francophone belge apparaît comme ayant été remarquable. 60.000 jeunes assistèrent à son congrès de Liège en 1928 et une assistance de 100.000 fut revendiquée en ce qui concerne le congrès de 1931 à Bruxelles⁽³⁰⁾. Ce succès peut être attribué aux aspirations à une forme plus militante de foi d'une jeunesse catholique instruite et urbaine en plein développement. Le catholicisme de l'A.C.J.B. n'était pas celui de la haute bourgeoisie pieuse et moins encore celui de la paysannerie ardennaise, mais celui d'une intelligentsia catholique récemment conscientisée, forgée par l'extension de l'accès à l'enseignement supérieur, et dont les membres étaient soucieux de placer leurs croyances religieuses au centre de leur vie. Le succès de l'A.C.J.B., comme celui d'autres organisations dans des pays comme le Portugal, la Pologne et la Lithuanie, fut donc le plus marqué chez les étudiants et ce furent les universitaires qui fournirent le noyau de la direction de ce mouvement. Une touche identique de catholicisme militant était évidente dans les villes universitaires catholiques d'Europe au cours de l'entre-deux-guerres et à l'Université de Louvain, qui fut toujours un bastion du catholicisme belge, le mouvement de Picard devait avoir « un succès foudroyant » auprès d'étudiants chez qui, en quelques années, la mode était passée d'une apathie relative à l'enthousiasme envers la cause du Christ⁽³¹⁾.

L'abandon du slogan maurrassien : « Politique d'abord », au profit des nouveaux cris de ralliement « primauté du spirituel » et « Catholiques d'abord » se traduit par un renouvellement des coqueluches intellectuelles de l'intelligentsia catholique belge. En 1925, dans un référendum organisé par les *Cahiers de la Jeunesse catholique*, Maurras s'était révélé le héros indiscuté des lecteurs de cette revue⁽³²⁾, mais, après quelques années, son étoile avait pâli devant celle d'autres gourous. Charles Péguy, ce n'est pas surprenant, se révéla une influence majeure, mais d'autres figures littéraires tout autant, comme François Mauriac, Paul Claudel et Léon Bloy, un romancier du dix-neuvième siècle bien oublié aujourd'hui et qui, à l'époque, était célébré par beaucoup de jeunes comme l'inventeur d'un style plus

(29) *Le Blé qui lève*, 29.XII.1929, p. 547, « Nouvel An »; *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, nov. 1932, p. 39, « Les étudiants sont-ils indispensables ? ». Voir aussi A. MOLITOR, *op.cit.*, pp. 147-149; E. GERARD, « La responsabilité du monde catholique dans la naissance et l'essor du rexisme », dans *La Revue Nouvelle*, janvier 1987, pp. 67-69.

(30) G. HOYOIS, *op.cit.*, pp. 127-131; *Le Blé qui lève*, 6.I.1929, p. 2, « En Avant ! »; *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, août 1931, numéro spécial.

(31) *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, 5.III.1928, pp. 102-107, « Ce que l'on pense » et 5.VI.1928, pp. 300-304, « L'Action Catholique chez les étudiants »; *Le Blé qui lève*, 29.IX.1929, p. 12, « Une J.U.C. audacieuse et fière »; T. GALLAGHER, *Portugal: A Twentieth Century Interpretation*, Manchester, 1983, pp. 31 et 62-64; M. PRZECISZEWSKI, *op.cit.*, pp. 337, 340-342 et 346-347; V.S. VARDYS, *The Catholic Church, Dissent and Nationality in Soviet Lithuania*, Boulder, 1978, pp. 21 et 32-35.

(32) *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, 5.V.1925, pp. 184-195, « Notre referendum ».

agressif de catholicisme⁽³³⁾. Mais le nom le plus souvent cité par les jeunes catholiques belges de ce temps était incontestablement celui du philosophe néo-thomiste Jacques Maritain. Pour eux, comme pour Emmanuel Mounier et son groupe *Esprit* en France, les appels de Maritain à la primauté du spirituel et à un ordre social authentique en faisait une idole et le philosophe quasi officiel de l'Action catholique⁽³⁴⁾. Sa popularité reflétait d'ailleurs la très large influence acquise par les idées néo-thomistes sur les intellectuels catholiques. Trop souvent réduite par les historiens à une tentative désespérée de l'Eglise de trouver une certaine justification moderne à sa foi, cette renaissance de l'influence de Thomas d'Aquin eut des répercussions profondes en Belgique où l'Institut supérieur de philosophie de l'Université de Louvain s'affirma, sous la direction du cardinal Mercier, comme l'un des principaux centres mondiaux de l'enseignement néo-thomiste. Dominée par la préoccupation de réconcilier les dogmes du catholicisme avec le rationalisme scientifique de l'ère moderne, cette philosophie néo-thomiste procura à l'intelligentsia catholique de la Belgique de l'entre-deux-guerres un sentiment aigu de sécurité intellectuelle, intimement lié à une conscience du profond désordre de la société contemporaine⁽³⁵⁾.

De l'avis de maints observateurs, ces influences intellectuelles variées comme la spiritualité enthousiaste de l'A.C.J.B. avaient créé, vers 1930, au sein d'une grande partie de la jeunesse catholique francophone, une nouvelle mode de militantisme religieux⁽³⁶⁾. Cela fut évident à bien des égards. Les retraites religieuses et les pèlerinages connurent un regain de popularité⁽³⁷⁾ et il y eut une augmentation marquante des vocations

(33) *Revue catholique des idées et des faits*, 20.IV.1934, p. 27, «La mentalité de l'étudiant»; R. SINDIC, *Gifles*, Louvain, s.d., pp. 88-96; A. MOLITOR, *op.cit.*, p. 101; J. STREEL, «Notice pour mon défenseur. I. Famille, Enfance et Jeunesse» (CREHSGM, *Papiers J. Streel* PS 16). Nous sommes reconnaissant à Madame Hepp, ex-Streel, de nous avoir permis de consulter les archives de son mari, déposées au Centre.

(34) L. MOUREAU, *op.cit.*, Préface; *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, 20.XI.1927, pp. 549-552, «La primauté du spirituel» et 20.III.1928, pp. 129-131, «Jacques Maritain»; *Nouvelle Equipe*, Été-Automne 1929; M. WINOCK, *Histoire politique de la revue «Esprit», 1930-1950*, Paris, 1975, pp. 38-40.

(35) *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, 20.III.1926, pp. 182-187, «Comment nous sommes venus au thomisme»; L. MOUREAU, *op.cit.*, pp. 41-42; A. MOLITOR, *op.cit.*, p. 84; E. DEFOORT, «Les catholiques belges...», dans *Revue d'histoire ecclésiastique*, t.LXXIII, 1978, pp. 593-596.

(36) *Revue catholique des idées et des faits*, 20.IV.1934, pp. 25-27, «La mentalité de l'étudiant»; *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, 1.XII.1929, pp. 592-598, «La Jeunesse Intellectuelle Catholique en Belgique». Voir aussi C. SOETENS et P. SAUVAGE, *Les années 30 aux Facultés Saint-Louis*, Bruxelles, 1985, pp. 1-55. Ce militantisme fut également bien présent en Flandre où des tentatives identiques furent menées en vue d'une «rechristianisation» de la société: L. DHAENE, «De Offensiefbeweging in Vlaanderen, 1933-1939: katholieken tussen traditie en vooruitgang», dans *Belgisch tijdschrift voor nieuwste geschiedenis* t.XVII, 1986, pp. 227-267.

(37) Voir note 36; J. PIROTTE, «Les catholiques wallons depuis 1830: pistes de recherches», dans J.-E. HUMBLET (Ed.), *Eglise-Wallonie 2*, Bruxelles, 1984, p. 173.

religieuses. Les entrées aux séminaires et dans d'autres centres de recrutement religieux passèrent de 444 par an au cours de la période 1920-25 à 602 entre 1925 et 1930 et 703 entre 1930 et 1935⁽³⁸⁾. Cet accroissement reflétait une impression générale que la religion catholique passait à l'offensive. L'effondrement apparent du vieux monde libéral persuada beaucoup de gens que les « Fois » — catholicisme, bolchevisme et fascisme — étaient devenues les forces de l'avenir⁽³⁹⁾ et cet optimisme rendit les jeunes générations de catholiques belges d'une arrogance qui contrastait nettement avec la prudence de leurs aînés. Unis par une forte solidarité de génération, ces jeunes Turcs du monde catholique s'alignèrent sur la militante « chrétienté nouvelle » épousée par Pie XI plutôt que sur le discours défensif que tenaient le parti catholique et le nouveau primat de Belgique, le cardinal Van Roey⁽⁴⁰⁾.

Ce militantisme ne se limita pas aux activités purement spirituelles. Il s'exprima également dans de nombreux pamphlets et périodiques comme *L'Esprit Nouveau*, *La Cité Chrétienne*, *Les Cahiers de la Jeunesse Catholique* et *Rex*, ainsi que dans d'innombrables titres plus éphémères qui tous faisaient partie d'une presse foisonnante prétendant incarner la mode intransigeante des jeunes catholiques. Bien qu'il y eut, à l'occasion, des différences d'accent entre ces publications, leur discours avait, en commun, trois caractères essentiels : un rejet non ambigu de la contenance prudente des aînés, une aspiration à une foi catholique régénérée et, enfin, une antipathie à l'égard du système politique démocratique et libéral et l'aspiration à un nouvel ordre politique et social fondé sur les principes de la religion catholique.

Aucun doute n'était possible quant à l'hostilité nourrie par les étudiants et les intellectuels de l'entre-deux-guerres à l'encontre de l'establishment politique catholique. Dans un pamphlet publié en 1932, un jeune intellectuel liégeois, José Streel, se fit le porte-parole de cette désaffection générale. Intitulé *Les jeunes gens et la politique*, son pamphlet dessinait avec virulence le gouffre séparant les jeunes et le parti catholique qui, avec l'extinction de la guerre scolaire de la fin du dix-neuvième siècle,

(38) Ces chiffres sont les plus élevés que l'on ait enregistré au cours des dix-neuvième et vingtième siècles. En 1900-1905, il y avait 392 entrées par an, tandis qu'en 1970-1975, il n'y en avait plus que 85 (J. ART, « De evolutie van het aantal mannelijke roepingen in België tussen 1830 en 1975. Basisgegevens en richtingen voor verder onderzoek », dans *Revue belge d'histoire contemporaine*, t.X, 1979, p. 349). Il y eut également une augmentation plus modeste du nombre de moines de 6.674 en 1920 à 8.304 en 1930 et des nonnes de 33.914 en 1920 à 38.853 en 1930 : A. TIHON, « Les religieuses en Belgique du XVIIIe au XXe siècle. Approche statistique », dans *Revue belge d'histoire contemporaine*, t.VII, 1976, pp. 31-35.

(39) *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, 15.II.1931, pp. 65-68, « Cinquième lettre à Freddy »; *L'Esprit Nouveau*, janvier 1932, p. 3, « Le sens de notre mouvement ».

(40) Voir C. GROGNARD, « Jacques Leclercq, La Cité Chrétienne et l'Action Catholique en Belgique entre les deux guerres », dans *Revue d'histoire ecclésiastique*, t.LXXXII, 1987, pp. 561-573.

apparaissait comme ayant perdu beaucoup de sa raison d'être (41). Le « *non possumus* » par lequel Streel répondait à ceux qui appelaient les jeunes à se mettre au service du parti fut repris en écho par nombre d'autres écrivains de sa génération. D'après eux, le parti catholique n'avait plus ni unité, ni but. Ses dirigeants, plongés dans « une sénilité satisfaite » et profondément divisés en conservateurs et démocrate-chrétiens semblaient incapables d'adhérer à des projets à long terme et englués dans ce qu'un jeune critique qualifia de stérile « *politicaïlle sans horizon* » (42).

Cette hostilité se traduit par la déliquescence des organisations de jeunesse du parti catholique. Celles-ci avaient été d'une importance considérable avant 1914, mais elles disparurent virtuellement après la guerre lorsque les jeunes préférèrent se consacrer aux croisades spirituelles de l'A.C.J.B. Au sein du monde catholique, les jeunes et les vieux étaient séparés par un abîme d'incompréhension mutuelle portant sur le rôle qui devait être assigné à la foi catholique dans la vie publique (43). Obnubilés par leurs responsabilités gouvernementales, les dirigeants du parti catholique se montraient peu disposés à entendre les plaintes des jeunes et restaient fidèles aux objectifs traditionnels d'un parti vu comme le défenseur des intérêts catholiques dans la sphère temporelle (44). Une telle attitude exerçait peu d'attraction sur des jeunes soucieux de reconquérir le monde au catholicisme et l'hostilité qu'ils exprimaient à l'encontre du parti catholique se mua vite en une aversion plus large envers tout le processus politique. Accoutumés par la rhétorique acéjébiste à voir le monde extérieur comme corrompu, ils considérèrent avec dédain les jeux du multipartisme parlementaire. Pour ces jeunes puristes, la notion même de politique acquit une connotation péjorative. A leurs yeux, il n'y avait là que « *combinaisons sans gloire et compromissions sans fin* », qui ne pouvaient inspirer qu'indifférence et hostilité à ceux qui s'engageaient dans la construction d'un monde catholique plus pur (45).

Cette quête d'« un catholicisme expansif, intégral et rayonnant » contrastait également nettement avec l'attitude conservatrice de la hiérarchie ecclésiastique. Alors que le cardinal Mercier s'était montré ouvert à

(41) J. STREEL, *op.cit.*; R. VERLAINE, *Sans haine et sans gloire*, Liège, (1944), pp. 65-67.

(42) R. VERLAINE, *op.cit.*, p. 69; H. BAUCHAU, *Pour une politique catholique*, Bruxelles, (1932), pp. 5-8 et 34-37; *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, janvier 1932, p. 61, « *L'Action Catholique et la Politique* » et p. 86, « *Le devoir politique* »; J. LECLERCQ, *Essai sur l'Action Catholique*, pp. 21-32.

(43) R. VERLAINE, *op.cit.*, pp. 69-70; *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, 1.XII.1929, p. 597, « *La Jeunesse Intellectuelle Catholique en Belgique* »; *L'Avant-Garde*, 5.XII.1929, p. 1, « *Veille de Congrès* »; *L'Esprit Nouveau*, février 1933, p. 1, « *Rupture!* »; *Réaliser*, 16.III.1934, p. 1, « *Une Halte de Lumière* ».

(44) Voir E. GERARD, *Documents relatifs à l'organisation du Parti Catholique Belge*.

(45) J. STREEL, *op.cit.*, pp. 12-13; *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, 20.XI.1928, pp. 518-527, « *La Jeunesse catholique devant ses responsabilités politiques* », janvier 1932, pp. 49-50, « *Introduction* », pp. 80-85, « *Les étudiants catholiques et la politique* » et pp. 88-91, « *Opinions d'un indépendant* » et novembre 1933, pp. 37-40, « *L'Etat national* ».

certaines des idées de la jeune génération, celui qui lui succéda en tant que primat en 1926, le cardinal Van Roey, était une personnalité beaucoup plus prudente. Ses prises de position publiques affirmèrent l'engagement de l'Eglise aux côtés du système politique établi par la constitution belge de 1830 et du parti catholique qui, le credo fut régulièrement rappelé, était le seul représentant politique légitime de l'Eglise. La protection de la population catholique contre les dangers du monde moderne décadent fut la priorité principale de Van Roey et, malgré leur importance numérique, les catholiques pratiquants formèrent sous certains rapports une communauté fermée, où ils étaient séparés de leurs compatriotes par le biais d'un appareil confessionnel complexe d'écoles, d'hôpitaux, de syndicats et d'autres institutions (46).

Rien ne pouvait être plus aliénant pour l'intelligentsia étudiante que ce qu'elle qualifiait d'«atmosphère de ghetto». A sa place, ils réclamaient une foi nouvelle, débarrassée de tout esprit sectaire et fondée sur des principes clairs et fermes (47). Cette foi devait aussi être plus intransigeante. Les jeunes demandaient la fin des demi-mesures et de la pollution du catholicisme par les additions libérales du dix-neuvième siècle, pour en revenir à ce qu'un pamphlétaire appela :

«la pure inspiration catholique, véritable sauvegarde de la civilisation et seul remède aux angoisses des temps présents» (48).

La jeunesse cherchait donc à libérer la religion catholique des conventions et à la transformer en une foi héroïque qui imprégnerait toutes les facettes de la vie (49). Cette aspiration à la reconquête du monde prit fréquemment un ton quasi apocalyptique où l'enthousiasme juvénile évoquait la vision d'un monde au bord de la ruine et que seul un catholicisme ressuscité pouvait conduire à la rédemption :

«Place à Dieu! Place au Christ! Nous ne prions pas, nous ne discutons pas, nous exigeons. Nous exigeons : au nom de Dieu lui-même, qui a tous les droits... Place à Dieu partout, place à Dieu, place au Christ.

(46) M. CLAEYS-VAN HAEGENDOREN, «L'Eglise et l'Etat au XXe siècle», dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 542-543, 1971, pp. 7-18; P. RION, *op.cit.*, p. 76; A. SIMON, «L'influence de l'église sur la vie politique dans l'entre deux guerres», dans *Res Publica*, t.IV, 1962, pp. 387-396; J.H. WHYTE, *Catholics in Western Democracies: A study in Political Behaviour*, Dublin, 1961, pp. 7-11 et 76-86.

(47) R. AUBERT, «L'Eglise catholique et la vie politique en Belgique depuis la seconde guerre mondiale», dans *Res Publica*, t.XV, 1973, p. 186; A. MOLITOR, *op.cit.*, p. 56; *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, 15.II.1925, p. 2; H. BAUCHAU, *op.cit.*

(48) L. MOUREAU, *op.cit.*, p. 24; *L'Autorité*, 24.I.1932, p. 3, «Le monde nouveau».

(49) *L'Esprit Nouveau*, janvier 1932, pp. 1-2, «Congrès de Malines» et décembre 1932, pp. 1-2, «L'idée catholique»; L. PICARD, *op.cit.*, p. 155.

Mort aussi et surtout au crétinisme catholique. Mort au christianisme bâtard, né de l'adultère du dogme et du concubinage de la morale. Mort aux demi-catholiques, aux bourgeois rétrogrades...

Nous voulons intégralement le Christianisme intégral. Nous, les jeunes. Nous, qui osons. Nous qui oserons tout parce que nous avons la Foi»⁽⁵⁰⁾.

Une hostilité profonde envers les structures politiques et sociales du monde moderne s'associait à ce sentiment catholique militant. Ce n'était point l'anti-modernisme nostalgique de Van Roey et des évêques, mais une hostilité plus radicale qui incorporait également la perspective d'un nouvel ordre catholique. Se comparant consciemment aux soldats de la Contre-réforme, ces jeunes idéalistes dénonçaient avec fracas les idées libérales et individualistes qui avaient dominé l'Europe depuis 1789 et qui avaient agi comme un poison, dissolvant progressivement toute forme d'ordre et culminant dans une profonde crise de civilisation⁽⁵¹⁾. Tant la Grande Guerre que les problèmes socio-économiques des années d'après-guerre étaient, déclaraient-ils, des symptômes de cette crise, qui démontraient la banqueroute de l'ancien régime et son incapacité à répondre aux défis de l'ère contemporaine. Selon ces intellectuels catholiques, la constitution belge de 1830 et, particulièrement, le régime parlementaire qui l'incarnait, était devenue un « antique char » qui ne faisait plus que présider d'une manière impotente au « désordre établi » de la société moderne⁽⁵²⁾.

Donc, un thème central des écrits des intellectuels catholiques francophones belges était que l'Europe en était à un tournant décisif, à un moment où une « civilisation caduque » devait faire place à un nouvel ordre politique et social mieux adapté aux réalités du monde industriel moderne⁽⁵³⁾. Ce vaste schéma historique n'était aucunement l'apanage des seuls écrivains catholiques belges. Des vues semblables s'exprimaient dans les écrits d'autres catholiques européens⁽⁵⁴⁾ et aussi dans ceux de beaucoup d'écrivains et d'intellectuels sans attaches avec la religion catholique. L'une des conséquences de la tendance des historiens à interpréter l'histoire de l'entre-deux-guerres européenne en termes de lutte entre la démocratie libérale et de nouvelles formes d'autoritarisme comme le bolchevisme et le fascisme a été de minimiser l'étendue du consensus — même parmi ceux

(50) R. SINDIC, *op.cit.*, pp. 13-14.

(51) *L'Esprit Nouveau*, mars-avril 1932, pp. 4-5, «Le Congrès International des Etudiants Catholiques» et février 1933, p. 1, «Rupture!»; *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, 20.II.1927, pp. 118-119, «Politique et Culture générale».

(52) L. MOUREAU, *op.cit.*, p. 13; *Nouvelle Equipe*, printemps 1929, pp. 214-224, «En marge de la crise d'un régime»; *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, novembre 1933, pp. 2-10, «L'Etat parlementaire»; A. MOLITOR, *op.cit.*, p. 92.

(53) *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, 30.IV.1931, pp. 183-198, «Huitième lettre à Freddy»; *L'Autorité*, 24.I.1932, p. 3, «Le monde nouveau»; *Revue catholique des idées et des faits*, 23.XI.1934, pp. 3-8, «Méditation sur la mort d'un Roi».

(54) Par exemple en Espagne où l'organisation de jeunesse du parti catholique dénonça les tares parlementaires de la Seconde République : M. VINCENT, *op.cit.*, p. 86.

qui sont actuellement considérés comme les défenseurs des idées libérales — sur la faillite du modèle parlementaire de gouvernement du dix-neuvième siècle. En Belgique, comme dans beaucoup de pays européens, peu de gens, dans les années trente étaient prêts à défendre un système politique qui semblait incapable de répondre aux défis posés par la dépression économique et l'agitation sociale. Des projets de réforme jaillissaient de tous les points du spectre politique, y compris du roi Léopold III lui-même. Ces projets entendaient réduire les pouvoirs du parlement et des partis et augmenter ceux de l'exécutif et des groupes d'intérêt organisés, par l'adoption d'un système de gouvernement fondé sur les corporations et la hiérarchie ⁽⁵⁵⁾.

Que ces penseurs catholiques prissent leurs distances vis-à-vis des nombreux autres « réformateurs » politiques était cependant dans la nature du nouvel ordre qu'ils avaient en vue. Leur but était un « Etat chrétien » qui — sans être une théocratie et dans lequel l'Eglise demeurerait séparée du pouvoir temporel — serait fondé sur les principes et l'esprit de la foi catholique. Cette rupture radicale avec la distinction traditionnelle entre les préoccupations temporelles du parti catholique et les activités spirituelles de l'Eglise devait fatalement susciter l'irritation de l'establishment catholique belge qui stigmatisa ces idées comme « la pire des confusions entre la religion et la politique » ⁽⁵⁶⁾. L'opposition des Maurrassiens de la droite autoritaire aux idées des jeunes est cependant des plus intéressantes. La *Revue catholique des idées et des faits* critiquait âprement tout le mouvement de renouveau catholique manifeste en Belgique au début des années trente, condamnant les idées des jeunes comme erronées, utopiques et dangereuses. Les encycliques pontificales, soulignait-on, n'étaient pas destinées à servir de lois aux états et l'aspiration confuse de la jeunesse à une politique fondée sur l'inspiration religieuse était « aussi regrettable que fausse ». Cet « affreux cléricalisme », tonnait la revue, risquait de distraire l'attention de l'urgente nécessité de réformes autoritaires de l'état belge ⁽⁵⁷⁾.

Ces critiques de ceux qui voyaient toujours la politique et la religion comme deux sphères distinctes n'eurent néanmoins que peu d'impact sur les divers porte-parole de la jeunesse. Comme un auteur le déclara avec emphase dans la revue *L'Esprit Nouveau* :

« Pour les jeunes, réformer l'Etat signifie imprégner le politique, le social et l'économique des principes des encycliques, tendre vers l'Etat chrétien, être

(55) Voir J. WILLEQUET, *La Belgique sous la botte : résistances et collaborations, 1940-1945*, Paris, 1986, pp. 25-50; M.-H. JASPAR, *Souvenirs sans retouche*, Paris, 1968, pp. 70-71; Cfr. aussi l'article de Dirk LUYTEN dans le présent numéro des *Cahiers*.

(56) *Actes du VIe Congrès Catholique de Malines*, t.III, Bruxelles, s.d., p. 92.

(57) *Revue catholique des idées et des faits*, 1.XII.1933, p. 1, « La Semaine » et 15.XII.1933 et 2.II.1934, pp. 1-2, « La Semaine ».

nous-mêmes aussi bien dans la vie de société que dans notre vie intérieure : *instaurare omnia in christo* »⁽⁵⁸⁾.

Aucun aspect de la vie publique — pas même les arcanes de la diplomatie — ne devait être à l'abri de l'influence de la foi catholique et, comme Emmanuel Mounier en France, ces catholiques belges voulaient une rupture décisive qui dissoudrait les valeurs du passé et créerait « un nouveau projet de société ». Comme tels, ils se targuaient d'être les vrais révolutionnaires du 20^{ème} siècle et d'être les dépositaires de la seule doctrine non entachée du matérialisme commun au libéralisme et au socialisme marxiste⁽⁵⁹⁾.

Un élément essentiel de cette révolution résidait en de substantielles réformes politiques. La liberté individuelle, déclarèrent Picard et d'autres, était une valeur périmée et il fallait :

« un pouvoir fort, capable d'imposer aux intérêts égoïstes les consignes rigoureuses du Bien commun »⁽⁶⁰⁾.

Ordre, discipline et autorité étaient vues comme les composantes essentielles de l'état harmonieusement construit et la presse catholique militante fit chorus avec ceux qui demandaient une réduction substantielle des pouvoirs du parlement et l'établissement d'un exécutif fort, responsable devant le roi et capable de procurer un réel leadership au pays⁽⁶¹⁾. Mais, bien que soucieux d'élaborer un système plus efficient d'administration, les intellectuels catholiques du début des années 1930 n'étaient pas des avocats inconditionnels du centralisme et leurs projets comportaient un déplacement du pouvoir de Bruxelles vers les provinces et la création d'un ensemble complexe de corporations autonomes qui, groupant travailleurs et employeurs, assumeraient la responsabilité en de nombreux domaines économiques et sociaux⁽⁶²⁾.

Mais, si certaines de leurs revendications politiques indiquent des similitudes entre leurs idées et celles qui unissaient la droite autoritaire et le fascisme, il y avait également d'importantes différences. La plus importante d'entre elles était philosophique. En écho à d'identiques commentaires du

(58) *L'Esprit Nouveau*, novembre 1933, p. 1, « La Réforme de l'Etat ».

(59) *L'Esprit Nouveau*, février 1932, p. 6, « La crise et nous » et février 1933, p. 1, « Rupture! »; P. SAUVAGE, *La Cité Chrétienne (1926-1940), une revue autour de Jacques Leclercq*, Paris-Gembloux, 1987, p. 109.

(60) P. SAUVAGE, *op.cit.*, p. 113; L. PICARD, *op.cit.*, pp. 16-21; *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, janvier 1932, pp. 70-77, « Réflexions d'un Témoin ».

(61) *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, 20.II.1927, pp. 120-121, « Politique et Culture générale » et novembre 1933, pp. 8-10, « L'Etat parlementaire »; *Revue catholique des idées et des faits*, 21.IX.1934, pp. 8-10, « Et la réforme de l'Etat ? ».

(62) R. DE BECKER, *Pour un Ordre Nouveau*, Bruxelles, (1932), pp. 31-56 et 73-82; *L'Esprit Nouveau*, avril 1933, p. 2, « Mots d'Ordre ».

Pape, ces catholiques radicaux étaient unis dans la condamnation du fascisme comme une idéologie païenne qui considérait erronément que l'homme était fait pour l'état et non l'état pour l'homme ⁽⁶³⁾. Leur but, soulignaient-ils, n'était ni un régime totalitaire, ni même l'idéal maurrassien d'une dictature royale — en effet, bien qu'ils participassent au royalisme général de l'époque, les intellectuels catholiques du début des années trente ne consacraient qu'une faible attention à la monarchie. Ils ne s'opposaient pas non plus totalement à la démocratie. Bien que leur hostilité à la démocratie libérale et individualiste de 1789 fut sans équivoque, ils affirmèrent souvent que leur but était une nouvelle forme de démocratie dans laquelle les libertés individuelles formelles seraient remplacées par :

« une démocratie basée sur l'être humain tel qu'il vit réellement, s'organisant dans les collectivités décentralisées » ⁽⁶⁴⁾.

Les militants catholiques belges trouvaient donc peu de choses à admirer dans l'Allemagne nazie dont, avec presque tous les autres catholiques européens, ils condamnaient le régime comme violent et répugnant. De même, l'Italie mussolinienne qui, dans les années 20, avait été l'objet de louanges effrénées de la part de larges couches du conservatisme belge ⁽⁶⁵⁾, n'était pas tenue en grande estime par les catholiques des années trente. Quoique ses réalisations matérielles et son système corporatif fussent commentés favorablement, les tentatives mussoliniennes de répression de l'Action catholique italienne étaient largement condamnées ⁽⁶⁶⁾. Les militants catholiques de Belgique se voyaient plutôt comme faisant partie d'un large mouvement européen de renouveau catholique qui recouvrait, non seulement les divers mouvements d'Action catholique, mais aussi les régimes de Salazar au Portugal et de Dollfuss en Autriche, ces deux régimes étant présentés comme des panacées à tous les catholiques du monde ⁽⁶⁷⁾.

Encore que, quelle que fut leur appréciation pour de tels hommes d'état catholiques, les militants catholiques francophones des années 30 étaient

(63) L. PICARD, *La doctrine catholique*, pp. 9-10; J.D. HOLMES, *op.cit.*, pp. 61-62.

(64) *L'Esprit Nouveau*, mars 1933, pp. 1 et 3, « Dictature, Démocratie... » et mai 1933, p. 1, « Contre l'esprit maurrassien »; *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, novembre 1933.

(65) Voir F. BALACE, « Fascisme et catholicisme politique dans la Belgique francophone de l'entre-deux-guerres », dans *Handelingen van het XXXIle Vlaams filologencongres*, Louvain, 1979, pp. 146-164.

(66) *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, 20.X.1925, pp. 502-504, « Fascistes ou populaires »; *L'Esprit Nouveau*, décembre 1931, pp. 3 et 11, « Le mouvement corporatif italien » et mars 1933, p. 6, « Personnalisme ».

(67) *L'Esprit Nouveau*, juillet 1933, p. 5, « L'exemple de Dollfuss »; *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, novembre 1933, pp. 48-52, « L'Eglise devant le totalitarisme ». Les catholiques flamands et le pape communiaient dans cette admiration pour Dollfuss et Salazar : L. VOS, « De ideologische oriëntering van de katholieke studerende jeugd in Vlaanderen, (1930-1940). Een voorlopige balans », dans *Belgisch tijdschrift voor nieuwste geschiedenis*, t.VIII, 1977, p. 227; F.J. COPPA, « The Vatican and the Dictators between diplomacy and morality », dans WOLFF et HOENSCH (Eds.), *Catholics, the State and the European Radical Right*, p. 200.

également convaincus que des réformes politiques ne pouvaient être le seul, ni même le principal motif d'instaurer le nouvel ordre catholique. A l'inverse des anti-démocrates maurrassiens des années vingt qui s'étaient essentiellement souciés du rafistolage de l'appareil d'état, ces militants catholiques visaient à une transformation beaucoup plus large de la société, incluant des changements économiques et sociaux fondamentaux. Là encore, leur inspiration trouvait principalement sa source dans une tradition intellectuelle catholique spécifique. La longue série des encycliques papales consacrées aux injustices du capitalisme libéral qui s'était inaugurée en 1891 avec *Rerum Novarum*, donnée par Léon XIII, et qui s'était continuée sous Pie XI, notamment avec le très influent document que fut, en 1931, *Quadragesimo anno*, était considérée dans les milieux catholiques comme apportant une critique fondamentale de la société moderne. Comme, donc, des catholiques de pays aussi divers que la Hongrie et le Portugal, les radicaux belges des années 1930 étaient peu portés à s'alimenter à d'autres sources intellectuelles, se targuant de ce que seuls les principes affirmés par les papes pouvaient constituer le fondement d'un ordre social juste⁽⁶⁸⁾.

Les projets détaillés défendus par ces jeunes catholiques étaient dominés par leur opposition à l'individualisme agressif du capitalisme moderne qui, selon eux, n'avait pas seulement entraîné l'aggravation des inégalités matérielles et déchaîné un esprit de compétition effréné, mais était également à la base d'une décadence morale dont la pornographie et l'immoralité sexuelle étaient des symptômes. A sa place, ils voulaient une économie dirigée, rationnelle et disciplinée où la propriété individuelle serait protégée mais où l'on oeuvrerait également au bien public⁽⁶⁹⁾. Comme le parti catholique, ils étaient sensibles aux besoins des petits fermiers et des petits chefs d'entreprises menacés par la puissance des grandes firmes commerciales et ils prônaient l'élaboration d'une législation économique destinée à protéger les intérêts de ces groupes vulnérables. En outre, d'ailleurs, les catholiques radicaux des années trente poursuivaient la tradition du catholicisme social en Belgique en réclamant des mesures propres à améliorer la condition du prolétariat industriel, qu'ils décrivaient avec des termes longtemps familiers à la propagande catholique comme plongé dans la misère, l'exploitation et l'alcoolisme. Nombre de propositions furent avancées pour remédier à ce problème, particulièrement l'introduction de mesures susceptibles de permettre aux classes

(68) J.D. HOLMES, *op.cit.*, pp. 79-80; H. BAUCHAU, *op.cit.*, p. 11; *L'Esprit Nouveau*, janvier 1932, p. 6, «L'unité des catholiques»; *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, novembre 1933, pp. 45-46, «L'Etat national»; J. GERGELY, *L'influence des encycliques sociales sur les mouvements sociaux catholiques hongrois (1919-1939)*, dans *Studia Historica*, t.CLXX, Budapest, 1980, pp. 30-31; T. GALLAGHER, *op.cit.*, p. 69.

(69) *L'Esprit Nouveau*, mai-juin 1932, pp. 2-3, «Economie dirigée ?», août 1932, p. 5, «Crise, misère, grève» et février 1933, p. 7, «Incohérence libérale»; H. BAUCHAU, *op.cit.*, pp. 21-25.

laborieuses d'atteindre une position plus valorisante dans la société par l'accès à la propriété privée⁽⁷⁰⁾. En toute occurrence, la pièce maîtresse de tout ce programme social était la réalisation d'un système étendu de corporations. En ce qu'elles remplaçaient l'esprit de lutte du capitalisme moderne par un esprit de collaboration des classes, les corporations étaient considérées comme des institutions vraiment catholiques et, tout au long des années 30, d'innombrables articles les présentèrent comme la panacée pour la réalisation d'un ordre social harmonieux⁽⁷¹⁾.

Chez beaucoup de ces catholiques militants, il y avait une tension continue entre ces projets de réformes matérielles et leurs conceptions spirituelles. Bien que ces changements — qu'ils relevassent du politique, du social ou de l'économique — étaient considérés comme essentiels à la réalisation d'une société catholique, ils n'en étaient pas pour autant considérés comme suffisants en eux-mêmes. Les révolutions de palais, écrivait-on, étaient stériles si elles ne s'accompagnaient pas de la transformation spirituelle d'une population abrutie et corrompue par les idées et les structures du vieil ordre libéral⁽⁷²⁾. L'enjeu véritable portait donc sur un profond changement des valeurs morales et spirituelles. Raymond De Becker, l'un des écrivains les plus féconds de cette jeune génération catholique, fut un avocat enthousiaste de cette priorité spirituelle :

«Un ordre, ce n'est pas seulement telles ou telles institutions, c'est surtout un esprit...

La base de l'ordre chrétien sera toujours le royaume de Dieu en nous. Le reste n'est que balbutiements ou constructions branlantes»⁽⁷³⁾.

Pour les catholiques belges, comme pour beaucoup de catholiques français, «esprit» devait être l'un des mots-clés des années trente et désigner, non seulement la revue fondée par Emmanuel Mounier, mais, d'une manière plus large, l'aspiration générale à une société fondée sur un nouveau projet spirituel. La continuité avec les conceptions apostoliques des années vingt était claire. De même que l'A.C.J.B. avait repris à Maritain son slogan «primauté du spirituel», les divers mouvements de rénovation catholique des années trente proclamèrent que la société ne pouvait être durablement sauvée que par «une réforme profonde des coeurs»⁽⁷⁴⁾. Cependant, alors que les prédicateurs catholiques des années vingt avaient vu la solution dans un retour de la population à la foi catholique, nombre d'intellectuels catholiques des années trente adoptèrent un nouveau lan-

(70) *L'Esprit Nouveau*, nov. 1932, p. 5, «Propriété et liberté»; R. DE BECKER, *Pour un Ordre Nouveau*, pp. 85-100.

(71) H. BAUCHAU, *op.cit.*, pp. 19-21; *L'Esprit Nouveau*, août-septembre 1933, p. 3, «Le Problème Politique Contemporain».

(72) *L'Esprit Nouveau*, 26.1.1934, p. 3, «Le soulèvement des forces spirituelles».

(73) R. DE BECKER, *op.cit.*, pp. 107-109 et *Le livre des vivants et des morts*, p. 76.

(74) *Nouvelle Equipe*, été-automne 1929, p. 322, «Notre Equipe»; *L'Esprit Nouveau*, décembre 1931, p. 5, «Foi, Discipline, Action».

gage, «personnaliste», popularisé par des écrivains français comme Mounier. En offrant une troisième voie entre le conformisme totalitaire et l'individualisme à courte vue, le personnalisme, affirmaient ses tenants, était un nouvel humanisme adapté aux réalités de l'ère moderne. Inspiré par les valeurs de la foi catholique, mais suffisamment a-dogmatique que pour rallier des non-croyants, le personnalisme entendait se poser en une nouvelle religion civique qui, en produisant des individus conscients de leur mutuelle interdépendance, accoucherait des fondements spirituels d'un nouvel ordre politique et social (75).

Les vues de beaucoup de jeunes catholiques francophones belges de l'entre-deux-guerres se ramenaient donc à un amalgame d'aspirations à des changements fondamentaux dans l'ordre politique, social, économique et spirituel qui devaient déboucher sur une nouvelle société fondée sur les principes et les valeurs de la foi catholique. Ces idées étaient, à bien des égards, hautement utopiques et, avec l'avantage de l'a-posteriorisme, il est difficile d'imaginer leur concrétisation. Il n'en demeure pas moins que cette vision d'un ordre catholique idéal fit moult adeptes parmi les étudiants et les intellectuels des années trente et, bien que ces idées fussent largement redevables au climat intellectuel de l'époque, elles reflétèrent une tradition politique catholique spécifique que l'on ne peut simplement recouvrir du label trop galvaudé de "fascisme".

Tous les catholiques belges de l'entre-deux-guerres ne partageaient cependant pas ces vues. La Belgique de cette époque était dans une certaine mesure une société bi-culturelle et peu de généralisations établies à partir de la moitié francophone du pays peuvent être valablement appliquées à la région néerlandophone. Le catholicisme ne fait pas exception à la règle. Il y avait, certes, des similitudes importantes entre les deux régions. Ainsi, des idées comme celle d'une reconquête catholique de la société et comme celle d'un nouvel ordre social basé sur les enseignements pontificaux étaient largement répandues dans les milieux universitaires flamands des années trente. Mais il y avait également des différences significatives. L'influence des courants intellectuels français était beaucoup moins marquée qu'en Belgique francophone et les catholiques flamands avaient aussi leurs propres conceptions. Capitale pour eux était la question d'une plus grande autonomie politique et culturelle. Le sentiment national flamand lorsqu'il s'était révélé au dix-neuvième siècle avait été une force d'inspiration essentiellement catholique et, dans l'entre-deux-guerres, bien que la «cause» eût généré des groupements nationalistes autonomes comme le V.N.V., le *Vlaams Nationaal Verbond*, le nationalisme flamand relevait toujours, à bien des égards, du monde intellectuel et politique catholique. Donc, bien que de nombreux jeunes catholiques flamands

(75) *L'Esprit Nouveau*, novembre 1932, p. 3, «Ligne générale», mars 1933, p. 6, «Personnalisme» et juillet 1933, p. 1, «Les bases spirituelles».

partageaient l'hostilité de leurs compatriotes francophones à l'encontre du *statu quo* démocratique, un foyer de cristallisation majeur de leur opposition était toujours l'Etat belge centralisé enchâssé dans la constitution de 1830⁽⁷⁶⁾.

Ces idées ne suscitaient pas non plus une adhésion sans réserves parmi les catholiques francophones. Ecrivant dans des revues et des périodiques à faible diffusion, ces jeunes intellectuels ne représentaient qu'une élite. Même parmi les étudiants universitaires catholiques, il y en avait beaucoup qui restaient loyaux envers la hiérarchie ecclésiastique et qui considéraient avec indifférence la rhétorique enflammée des militants⁽⁷⁷⁾. Le parti catholique maintint une grande part de ses assises électorales et put, tout au long de l'entre-deux-guerres, compter sur la loyauté inconditionnelle de nombreux milliers de fidèles catholiques qui partageaient la conviction de leurs dirigeants et de l'autorité religieuse que toute entorse à la séparation entre religion et politique ne ferait que susciter la résurgence des conflits cléricaux-anticléricaux de la fin du dix-neuvième siècle. D'ailleurs, le catholicisme en Belgique francophone comportait également une forte tendance démocrate-chrétienne qui dominait les syndicats chrétiens, les mutualités et la *Jeunesse Ouvrière Chrétienne* (J.O.C.) dans les ceintures industrielles du Hainaut et de Liège. Ces démocrates-chrétiens n'étaient pas totalement opposés aux idées radicales prônées par l'intelligentsia étudiante, ils partageaient l'opposition de cette dernière aux injustices sociales et économiques et, contrairement à ce qui était le cas entre les démocrates-chrétiens et les autoritaristes maurrassiens de la droite catholique traditionnelle où l'hostilité était sans équivoque, il y eut certains exemples de contact au cours des années trente entre de jeunes intellectuels catholiques et des personnalités démocrates-chrétiennes⁽⁷⁸⁾. Dans l'ensemble, cependant, de tels contacts ne révélèrent que les différences significatives d'attitude entre les deux mouvements. Alors que les intellectuels parlaient avec enthousiasme de vastes changements politiques et spirituels, les démocrates-chrétiens se sentaient davantage concernés par les réformes matérielles. Fermement attachés au réel et au concret, les démocrates-chrétiens se souciaient peu de théories grandioses ou de cités idéales et leur attention se portait plus volontiers sur des notions plus prosaïques comme les détails de la législation sociale ou l'organisation de l'aide aux chômeurs. La carrière de l'abbé Cardijn, le fondateur de la J.O.C., illustre bien cette autre sensibilité. Jeune homme, Cardijn avait été fortement influencé par un idéal de reconquête catholique de la société mais, dans son travail à la J.O.C., il évita

(76) L. VOS, *op.cit.*, pp. 225-230; L. DHAENE, *op.cit.*, pp. 227-267; G. VAN HAVER, *Onmacht der verdeelden. Katolieken en Vlaanderen tussen democratie en fascisme, 1929-1940*, Berchem, 1983.

(77) *L'Esprit Nouveau*, mars-avril 1932, pp. 4-5, «Le Congrès International des Etudiants Catholiques»; C. SOETENS et P. SAUVAGE, *op.cit.*, p. 9.

(78) P. WYNANTS, *op.cit.*, pp. 103-136; R. DE BECKER, *Le livre des vivants et des morts*, pp. 94-101.

généralement cette rhétorique et se concentra sur l'obtention de mesures pratiques d'assistance des jeunes travailleurs. Par conséquent, bien que la J.O.C. fut, en principe, vouée à une éventuelle rechristianisation de la classe ouvrière, ses publications reflétaient peu la ferveur rénovatrice manifeste chez les autres groupes d'A.C.J.B. et les relations entre les deux mouvements furent toujours quelque peu tendues⁽⁷⁹⁾.

Ces oppositions ne peuvent cependant être invoquées pour voiler la réalité de l'influence exercée par les idées catholiques militantes sur un large secteur de la jeune intelligentsia catholique et des classes moyennes de la Belgique francophone de l'entre-deux-guerres. Ce furent les idées qui modelèrent une génération et qui, dans une certaine mesure, déterminèrent les caractères de la politique catholique à l'époque. La relation de ce catholicisme militant à la politique fut cependant toujours ambivalente. L'insistance mise par les dirigeants de l'A.C.J.B. sur une action purement spirituelle, comme la priorité donnée par beaucoup d'intellectuels aux concepts spirituels intérieurs, conduisirent beaucoup d'entre ces intellectuels à rejeter toute forme d'action politique. Mais, en revanche, leur idéalisme et leur opposition catégorique au *statu quo* conduisit d'autres catholiques de cette génération à voir dans l'action politique un élément essentiel de l'accomplissement de leurs ambitions spirituelles. C'est à la fin des années vingt que l'impact politique de ce militantisme catholique devint, pour la première fois, évident. L'aliénation que beaucoup avaient longtemps ressentie à l'endroit du parti catholique et du système parlementaire avait, comme nous l'avons vu, d'abord été canalisée dans l'enthousiasme apostolique de l'A.C.J.B. Mais, c'était peut-être inévitable, l'intransigeance spirituelle et l'hostilité à l'encontre du monde moderne générées par l'Action catholique prirent graduellement une forme plus explicitement politique. La stricte distinction de Picard entre les domaines spirituel et temporel ne satisfait plus, plus longtemps, beaucoup de jeunes impatients de ne pas seulement critiquer le monde, mais aussi de le changer⁽⁸⁰⁾. Ce désenchantement à l'encontre de l'A.C.J.B. fut incontestablement renforcé par le climat national et international troublé du début des années 30. Bien qu'elle ne fut pas aussi sévère que dans certains autres pays européens, la dépression n'en provoqua pas moins une nette récession dans l'économie belge et son impact fut particulièrement dur pour les classes moyennes inférieures, qui

(79) G. HOYOIS, *Aux origines de l'Action Catholique*, pp. 102-111; P. WYNANTS, «La Jeunesse Ouvrière Chrétienne face au chômage des jeunes, (1931-1936)», dans *Revue belge d'histoire contemporaine*, t.X, 1979, pp. 461-482; *Cardijn, un homme, un mouvement, een mens, een beweging*, Louvain, 1983. Des différences analogues de point de vue se retrouvent à l'intérieur du catholicisme français: A.-R. MICHEL, «L'A.C.J.F. et les régimes totalitaires dans les années 1930», dans *Revue d'histoire de l'Église de France*, t.LXXIII, 1987, p. 255; O.L. ARNAL, «Toward a lay apostolate of the workers», dans *The Catholic Hist. Rev.*, t.LXXIII, 1987, pp. 211-227.

(80) A. SIMON, «L'influence de l'église...», dans *Res Publica*, t.IV, 1962, p. 391; M. CLAEYS-VAN HAEGENDOREN, *op.cit.*, p. 19; *Cahiers de la Jeunesse Catholique*, 14.XII.1930, pp. 609-612, «Pourquoi l'Action Catholique n'agit pas»; R. DE BECKER, *op.cit.*, pp. 79-80.

fournissaient tant de partisans à l'A.C.J.B. et à ses organisations affiliées. Avec la prise du pouvoir par les nazis en Allemagne et, dans une moindre mesure, la peur du communisme, ces difficultés économiques firent apparaître l'action politique comme une priorité plus urgente qu'elle ne l'avait été dans l'atmosphère plus sereine de la fin des années vingt ⁽⁸¹⁾.

Ce processus de radicalisation politique ne fut pas propre à la Belgique francophone. Dans d'autres régions d'Europe au début des années trente, notamment en France et en Espagne, de nouveaux groupements politiques rassemblèrent de jeunes intellectuels préoccupés d'une régénération catholique de la société ⁽⁸²⁾. En Belgique, certains de ces groupes, comme les Equipes Politiques et la Centrale Politique de Jeunesse fondée en association avec les collaborateurs de la revue *L'Esprit Nouveau*, cherchèrent à réformer le parti catholique de l'intérieur ⁽⁸³⁾. D'autres, par contre, préféraient rester en dehors des structures officielles du parti. Ce fut, par exemple, le cas des intellectuels de *La Cité Chrétienne*, une revue très influente fondée en 1926 par l'abbé Jacques Leclercq, qui, en tant que professeur de droit naturel aux Facultés Saint Louis à Bruxelles et aumônier de la Jeunesse Universitaire Chrétienne (J.U.C.), exerça une influence majeure sur les jeunes catholiques de cette génération ⁽⁸⁴⁾. Dans ses premières années, la revue de Leclercq avait adhéré pleinement aux priorités apostoliques de l'A.C.J.B. mais, dès 1930 elle prit un caractère plus politique et s'efforça de jouer en Belgique un rôle équivalent à celui de la revue *Esprit*, de Mounier, en France. Sous la direction de son énergique directeur, Marcel Grégoire, elle commença à organiser des dîners mensuels et, en 1934, elle créa « Les Amis de la Cité Chrétienne » dans le but de rassembler « les catholiques désireux d'une vie intellectuelle et spirituelle pleinement adaptée aux exigences de leur temps » ⁽⁸⁵⁾.

Aucune de ces initiatives ne réussit à déborder le cercle étroit des coterie intellectuelles qui les avaient lancées. Mais elles démontrèrent combien le vieux slogan maurrassien « politique d'abord » était redevenu, sous une autre forme, le cri de ralliement des militants catholiques en ce début des années 30 ⁽⁸⁶⁾. Mais le besoin qui se manifestait, cette fois, avec évidence, était celui d'un individu ou d'un groupe capable de traduire cette aspiration en un mouvement de masse susceptible de mobiliser ces milliers de jeunes catholiques insatisfaits de la politique prudente de leur parti. Ce

(81) A. MOLITOR, *op.cit.*, pp. 78-79; P. SAUVAGE, *op.cit.*, pp. 112-113.

(82) M. WINOCK, *op.cit.*; F. LANNON, *Privilege, Persecution and Prophecy: The Catholic Church in Spain 1875-1975*, Oxford, 1987, pp. 43-44 et 188-197.

(83) *L'Esprit Nouveau*, novembre 1932, pp. 12-15, « Notre Mouvement »; H. BAUCHAU, *op.cit.*; R. VERLAINE, *op.cit.*, pp. 70-73.

(84) Cfr R. DE BECKER, *op.cit.*, pp. 102-103; A. MOLITOR, *op.cit.*, pp. 86-92.

(85) P. SAUVAGE, *op.cit.*, pp. 104-109.

(86) *L'Esprit Nouveau*, mai-juin 1932, pp. 1 et 2, « La jeunesse d'aujourd'hui »; *Réaliser*, 16.III.1934, p. 2, « Une Halte de Lumière ».

besoin fut rencontré par Léon Degrelle et son mouvement rexiste. Degrelle était un jeune journaliste qui s'était fait une réputation dans le Louvain de la fin des années vingt en tant que leader étudiant dont la sociabilité exubérante épousait à merveille un grand enthousiasme pour les idéaux spirituels de l'A.C.J.B. Journaliste d'un dynamisme et d'un talent incontestables, Degrelle avait été choisi par Picard, en 1930, pour assumer la direction d'une petite maison d'édition, les Editions du Christ-Roi, qui, comme son titre l'indiquait, était une part de l'empire en pleine extension de l'A.C.J.B. Avec l'aide d'une petite équipe de jeunes étudiants et journalistes qui partageaient son enthousiasme pour des formes modernes d'action catholique, Degrelle fit, des éditions Rex, des éditions à grande diffusion, publiant une série de revues catholiques populaires et des romans à bon marché. Aux élections législatives de 1932, Degrelle et son équipe collaborèrent à la campagne du parti catholique, mais ils n'éprouvaient que peu d'enthousiasme pour la politique électorale traditionnelle et Rex se fit progressivement une réputation nationale en tant que porte-parole du catholicisme de style militant adopté par les jeunes générations. En dépit de difficultés financières persistantes, les éditions continuèrent à s'étendre et Degrelle leur donna graduellement un caractère plus explicitement politique. De nouveaux titres — comme les périodiques *Rex* et *Vlan* — furent créés qui abandonnèrent les priorités spirituelles qui avaient été celles des premières publications. Cela induisit Picard et l'A.C.J.B. à se dégager, avec regret, en 1934, de toute implication officielle dans Rex⁽⁸⁷⁾.

L'idéologie des publications rexistes au début des années 30 était un amalgame de la ferveur spirituelle de l'A.C.J.B. et des aspirations aux réformes politiques et sociales exprimées par un nombre croissant de jeunes catholiques. Les propagandistes rexistes proclamèrent que leur mouvement était exclusivement d'inspiration catholique et qu'il était la voix de la nouvelle génération inspirée par l'Action Catholique :

« Ah! la belle jeunesse! Formée dans le dévouement et l'abnégation, admirablement préparée au métier d'hommes, par l'action catholique, elle constitue l'armée la plus fervente, la plus généreuse, la plus unie qu'on puisse imaginer... Jeunesse pure, jeunesse optimiste, jeunesse familiale, jeunesse patriotique, prête à se sacrifier pour tout ce qui est noble et beau »⁽⁸⁸⁾.

Les rexistes se voyaient donc comme les apôtres d'« un catholicisme ardent, intelligent et intégral » qui allait transcender la corruption du vieux

(87) J.M. ETIENNE, *Le mouvement rexiste jusqu'en 1940*, Paris, 1968, pp. 14-22; E. GERARD, « La responsabilité du monde catholique... », dans *La Revue Nouvelle*, janvier 1967, pp. 68-69; G. HOYOIS, « Mgr. Picard et Léon Degrelle », dans *Revue Générale Belge*, t.XCV, novembre 1969, pp. 83-94.

(88) *Rex*, 8.XI.1935, p. 3, « La jeunesse qui vaincra » et pp. 21-23, « Qu'est-ce que Rex ? »; *Soirées*, 25.VIII.1933, « La Mystique de REX ».

monde et ouvrir une nouvelle ère dominée par les valeurs chrétiennes⁽⁸⁹⁾. Féroce critique à l'encontre d'un parti catholique qu'ils considéraient comme irrémédiablement corrompu par son implication dans le système libéral, ils affirmaient l'ambition d'«une révolution profonde et chrétienne»⁽⁹⁰⁾. Mais, comme d'autres groupes catholiques européens de l'époque, les rexistes n'avaient été, de quelque manière, fascistes. Rien, soulignaient-ils, ne pouvait leur répugner davantage qu'un tel autoritarisme étatique. Leur but était une «révolution des âmes» qui, selon la formule fréquemment utilisée par les mouvements catholiques de l'entre-deux-guerres, ouvrait «une troisième voie» entre les deux maux qu'étaient le fascisme et le bolchevisme⁽⁹¹⁾. Cette volonté de mettre l'accent sur l'inspiration exclusivement catholique de leurs convictions, conduisit les rexistes à se réclamer abondamment des encycliques papales. Ils se décrivaient souvent comme les soldats du pape et du Christ-Roi, d'où, aussi, le nom du mouvement.

Les changements politiques et sociaux prônés par les rexistes n'étaient en rien originaux et n'étaient guère plus qu'une fusion des thèmes longtemps défendus par les groupes catholiques radicaux, particulièrement le renforcement des pouvoirs de l'exécutif et des provinces, de substantielles réformes sociales, ainsi que les aspirations habituelles à un système socio-économique corporatif⁽⁹²⁾. Mais, si les rexistes firent peu d'ajouts aux idées qui étaient déjà courantes dans une bonne part de l'intelligentsia catholique, ils réussirent à les traduire en une idéologie populaire qui obtint une très large audience. Degrelle était, à cet égard, particulièrement qualifié. Agé de 30 ans seulement en 1936, il était un propagandiste adroit, doublé d'un brillant orateur politique qui alliait un vocabulaire coloré à une vision lyrique de la nouvelle Belgique qu'il voulait réaliser⁽⁹³⁾. Ces talents contrastaient nettement avec les vertus plus posées de la plupart des politiciens belges et il s'attira bientôt le concours d'hommes comme José Streeel, Jean Denis et Raphaël Sindic, qui sortaient des rangs de la jeune intelligentsia catholique.

Comme Degrelle, qui était le fils d'un brasseur ardennais, ces rexistes de la première heure n'appartenaient pas à l'élite politique et sociale bruxelloise, mais étaient des provinciaux dont le style de propagande direct et populiste était tout à fait de nature à gagner l'adhésion de ces membres de la classe moyenne catholique qui désiraient combattre pour une cause plus

(89) *Soirées*, 25.VIII.1933, «Définition de Rex»; *Rex*, 20.IX.1935, pp. 16-18, «Le Parti Catholique, Rex, la Politique».

(90) *Rex*, 8.XI.1935, pp. 21-23, «Qu'est-ce que REX ?» et 28.II.1936, p. 5, «Rex et le parti catholique»; R. SINDIC, *Rex devant l'opinion catholique*, Bruxelles, 1936.

(91) *Rex*, 23.VIII.1935, p. 14, «Plan du Travail et Antifascisme»; *Le Soir*, 26.II.1942, p. 1, «Le destin de la «troisième force»».

(92) *Rex*, 3.V.1935, pp. 17-18, «La vie du programme rexiste», 3.VIII.1935, p. 9, «Le Front Populaire de Rex», 1.XI.1935, p. 31, «Les intellectuels au service du peuple» et 10.I.1936, p. 16 «La misère et nous».

(93) R. VERLAINE, *op.cit.*, p. 102; R. BRASILLACH, *Notre Avant-Guerre*, Paris, 1968, pp. 208-212.

active que les campagnes électorales du parti catholique ou les croisades apostoliques de l'A.C.J.B. De fait, le succès de Degrelle fut tel qu'en 1935 son mouvement put, avec vraisemblance, proclamer qu'au sein du monde catholique, « la génération montante, c'est Rex! »⁽⁹⁴⁾. Dans toute la Belgique francophone, les jeunes catholiques rallièrent la cause, attirés par la puissance oratoire de Degrelle et son habile exploitation d'une série de scandales financiers où étaient impliqués certains dirigeants du parti catholique⁽⁹⁵⁾. Le succès de Rex fut particulièrement marqué chez les étudiants de l'université et des collèges et l'A.C.J.B. subit une chute prononcée de ses effectifs, beaucoup de ses membres les plus enthousiastes l'ayant quittée pour rallier la croisade rexiste. Ces anciens militants de l'A.C.J.B. devinrent le fer de lance du nouveau mouvement, procurant à Degrelle et à ses partisans une infrastructure de groupes locaux pour assurer la distribution des publications rexistes et organisant les tournées de meetings, de plus en plus fréquentes, de leur jeune et charismatique leader⁽⁹⁶⁾. Pendant longtemps, la nature exacte des ambitions politiques de Degrelle demeura peu claire. Nonobstant ses tapageuses dénonciations des dirigeants du parti, il semblait à beaucoup, en 1934 et en 1935, qu'il entendait seulement réformer le parti catholique de l'intérieur. Mais ses ambitions et son assurance crurent avec son succès et, en novembre 1935, il saisit l'occasion d'une réunion des instances nationales du parti catholique à Courtrai pour lancer aux dirigeants de ce dernier une retentissante « invitation » à s'effacer⁽⁹⁷⁾.

Cela suscita une rapide condamnation de Rex par la hiérarchie ecclésiastique mais le mouvement n'en demeura pas moins essentiellement un groupe dissident au sein du monde catholique et, comme le montraient les étroites relations entre rexistes et officiels du parti catholique dans différentes régions de Belgique, il sembla que Rex pouvait encore réintégrer la fédération catholique. Mais cela n'eût pas lieu en raison, à la fois du caractère arrogant des exigences de Degrelle et de la position ferme du nouveau président du parti, Hubert Pierlot⁽⁹⁸⁾. En conséquence, les élections de mai 1936 étant imminentes, Degrelle accomplit l'étape décisive en annonçant que Rex mènerait campagne en tant que force politique autonome. Le pari était risqué mais il rapporta gros. Après une campagne électorale improvisée et trépidante, Rex émergea triomphalement avec 11,49 % des votes et 21 députés à la Chambre. Dans le monde figé de la politique belge, c'était un véritable raz de marée. Rex n'avait eu qu'un succès relativement faible dans les Flandres et dans les régions ouvrières

(94) *Rex*, 8.XI.1935, p. 3, « La jeunesse qui vaincra ».

(95) J.-M. ETIENNE, *op.cit.*, pp. 22-29.

(96) R. VERLAINE, *op.cit.*, pp. 105-107; G. CARPINELLI, « Belgium », dans S.J. WOOLF (Ed.), *Fascism in Europe*, Londres et New York, 1981, p. 295.

(97) V. MEULENIJZER, *Le coup de Courtrai*, Bruxelles, 1942.

(98) E. GERARD, « La responsabilité du monde catholique... », dans *La Revue Nouvelle*, janvier 1987.

de Wallonie, mais il triompha à Bruxelles et dans les régions rurales à prédominance catholique du sud du pays où il apparut qu'il avait pu exploiter un mécontentement largement répandu parmi les petits fermiers et la paysannerie. Il n'y a guère de doute non plus quant au fait de savoir quel parti avait le plus souffert du succès de la nouvelle force politique. Le parti catholique était tombé de 38,55 % en 1932 à seulement 27,67 % en 1936 et, bien que les socialistes et les libéraux eussent également perdu du terrain, il fut clair que la majorité des électeurs de Rex était constituée d'anciens électeurs catholiques ⁽⁹⁹⁾.

A un congrès tenu à Malines dans la foulée de ce revers électoral sans précédent, les dirigeants du parti catholique reconnurent que la désaffection de la jeunesse à l'encontre du parti avait joué un rôle majeur dans leur défaite et l'A.C.J.B. fut vivement critiquée pour avoir, en détournant la jeunesse de la politique au profit des activités spirituelles, permis la percée rexiste ⁽¹⁰⁰⁾. Ces critiques étaient évidemment assez fondées. Le rapide succès des rexistes aurait été inconcevable s'ils n'avaient pu le bâtir sur les critiques exprimées à l'encontre du parti catholique et du système politique, par les groupements de jeunesse et les intellectuels catholiques au cours des dix années qui avaient précédé. A cet égard, Rex n'était que la dernière manifestation de la division de la population catholique francophone entre des visions incompatibles du projet politique catholique. Mais l'impact de celle-ci sur le succès de Rex ne doit pas être exagéré. Les revendications populistes exprimées par les militants rexistes au cours de la campagne électorale n'étaient, très généralement, que des resucées simplifiées d'idées largement répandues au sein de l'intelligentsia catholique. Dès août 1935, lorsqu'ils avaient fondé un front populaire dans l'intention déclarée de créer ainsi un vaste mouvement populaire indépendant du contexte religieux ou politique, Degrelle et les rexistes avaient commencé à se dégager de leur inspiration antérieure essentiellement catholique. En 1936, leur propagande prit un nouveau ton, dénonçant, non seulement les faiblesses du parti catholique, mais aussi celles des autres ⁽¹⁰¹⁾ et aux élections de mai, Rex était devenu, de fait, un mouvement de protestation tous azimuts qui, au travers de son opposition incohérente mais tapageuse au *statu quo*, s'était montré capable de rallier une coalition hétéroclite de mécontents. Les jeunes catholiques idéalistes opposés au matérialisme de la société moderne n'étaient plus désormais que l'une des composantes d'un mouvement au sein duquel ils étaient épaulés par des anciens combattants aigris, des anti-communistes et des commerçants appauvris ⁽¹⁰²⁾.

(99) J.-M. ETIENNE, *op.cit.*, pp. 53-58.

(100) *Actes du VI^e Congrès Catholique*, t.III, pp. 80-101.

(101) *Rex*, 3.VIII.1935, p. 9, «Le Front Populaire de Rex», 7.II.1936, p. 1, «59 politiciens catholiques vont démissionner» et 14.II.1936, pp. 16 et 30-31, «La politique générale de Rex».

(102) J.-M. ETIENNE, *op.cit.*, pp. 64-66; J. STENGERS, «Belgium», dans H. ROGGER et E. WEBER (Eds.), *The European Right*, Londres, 1965, pp. 159-163.

Par conséquent, le succès électoral de Rex, loin d'être la victoire des diverses aspirations à un ordre catholique plus authentique, fut en fait, bien davantage, le produit de multiples autres sources de mécontentement latent dans l'atmosphère troublée de la Belgique des années 30. Aux élections de 1936, Rex fut un point de ralliement de ces groupes de mécontents mais il devait s'avérer une base précaire pour la construction d'un mouvement politique et, après l'euphorie initiale, Degrelle et les rexistes eurent quelque difficulté à maintenir l'état de grâce. Les tensions entre les différentes tendances du mouvement se renforcèrent et Rex s'écarta toujours davantage de son inspiration catholique originale. Après la défaite de Degrelle dans une élection partielle à Bruxelles en avril 1937, les rexistes perdirent la plupart de leurs partisans et le mouvement devint une simple imitation d'autres modèles fascistes européens avant de se ranger, au cours de l'occupation allemande de 1940 à 1944, parmi les soutiens belges les plus enthousiastes de la cause nazie ⁽¹⁰³⁾.

La spectaculaire transformation de Rex, sous l'impulsive direction de Degrelle, d'un mouvement de renouveau catholique en un abject mouvement pro-nazi de collaboration fut inévitablement un tournant majeur dans l'évolution des attitudes catholiques à l'encontre de l'action politique et spirituelle. Un certain nombre d'idéalistes qui, comme José Streeel, avaient adhéré à Rex dès le début, demeurèrent fidèles au mouvement à travers toutes ses vicissitudes et ils usèrent de leur position dans la presse collaborationniste de la période de guerre pour y défendre des idées politiques où se reflétait encore l'inspiration intellectuelle catholique des années 30 ⁽¹⁰⁴⁾. Mais ces hommes furent l'exception. Presque tous ceux qui avaient rejoint Rex dans l'espoir de participer à la construction de la cité catholique idéale avaient quitté le mouvement longtemps avant l'arrivée des armées allemandes et leur dégoût à l'encontre de l'aventurisme degrellien modifia profondément leur vision du rôle que le catholicisme devait jouer dans la société ⁽¹⁰⁵⁾.

Beaucoup de ceux qui, quelques années auparavant seulement, avaient affirmé leur détermination à susciter une révolution spécifiquement catholique devinrent, dans les années de l'immédiat avant-guerre, beaucoup plus réservés à l'encontre de changements politiques ou sociaux majeurs. Leur euphorie antérieure avait tout à fait disparu, détruite par l'aventure rexiste et par la sinistre conjoncture internationale et nationale de l'époque. La cause nationaliste dans la guerre civile espagnole qui avait d'abord été un point de

(103) J.-M. ETIENNE, *op. cit.*, pp. 133-167; M. CONWAY, «Le rexisme de 1940 à 1944 : Degrelle et les autres», dans *Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, t.X, 1986, pp. 5-55.

(104) J. STREEEL, *Notice pour mon défenseur* (CREHSGM, *Papiers Streeel*, PS 16). Voir aussi J. STREEEL, *La Révolution du vingtième siècle*, Bruxelles, 1942.

(105) Voir les commentaires de E. De Greef, cités dans R. AUBERT, «L'Eglise Catholique et la vie politique...», dans *Res Publica*, t.XV, 1973, p. 186.

ralliement des fidélités catholiques ne suscita plus qu'un soutien fort peu actif après que l'*Anschluss* de l'Autriche par les nazis eût démontré que la tourmente ne laisserait guère de perspective à une voie spécifiquement catholique entre le fascisme et ses ennemis. La fin des années 30 marqua donc dans les milieux catholiques un recul de la conception tendant à chercher dans la politique d'abord la solution aux problèmes du monde. Les intellectuels catholiques demeurèrent critiques à l'encontre des faiblesses du régime libéral et parlementaire et rejoignirent ceux qui, issus de nombreux secteurs de l'éventail politique, défendaient l'idée d'une structure administrative et politique plus hiérarchique et plus efficace⁽¹⁰⁶⁾. Mais peu d'entre eux conçurent désormais de tels changements comme le prélude à la création d'un état spécifiquement catholique. Dès 1934 et 1935, les premiers germes de cette évolution étaient décelables dans l'attitude adoptée par *La Cité Chrétienne* et son fondateur, l'abbé Jacques Leclercq, à l'égard du mouvement rexiste. Quelques années auparavant, cette revue avait été de ceux qui en appelaient à cette forme d'action politique catholique militante qui était précisément symbolisée par Rex, mais Leclercq en était ensuite arrivé à penser que les tentatives d'imposer un ordre catholique par l'action directe étaient vouées à l'échec. Il rompit publiquement avec Degrelle en mai 1935 et, fidèles à leur maître, les journalistes de *La Cité Chrétienne* gardèrent également leurs distances avec Rex, dédaignant ce qu'ils considéraient comme la propagande simpliste et démagogique du mouvement⁽¹⁰⁷⁾.

La conséquence de ces changements fut la réhabilitation de la distinction traditionnelle entre les sphères spirituelle et temporelle. Le plein soutien que *La Cité Chrétienne* et nombre d'autres revues catholiques donnèrent aux différentes initiatives en matière de réforme politique fut dorénavant largement séparé de leurs conceptions spirituelles. En conséquence, les catholiques qui, comme Raymond De Becker, continuèrent à considérer le changement politique comme la priorité principale, ne soulignèrent plus l'inspiration exclusivement catholique de leurs actions et collaborèrent plutôt avec les libéraux et les socialistes qui partageaient leur foi en un ordre nouveau⁽¹⁰⁸⁾. Cependant, pour la plupart des intellectuels catholiques, ce fut le domaine spirituel qui apparut à nouveau comme essentiel. Mais, ici encore, l'optimisme antérieur fit place à une mentalité plus prudente. Après l'évident échec des tentatives de rechristianisation, les penseurs et les écrivains catholiques admirèrent de plus en plus qu'ils

(106) Cfr, par exemple, la carrière de A. Molitor racontée dans ses *Souvenirs*, pp. 121-141.

(107) *Idem*, pp. 154-156; P. SAUVAGE, *op.cit.*, pp. 110-111 et 113-116. Le changement d'attitude de Leclercq se traduisit avec netteté dans le discours réservé qu'il fit au Congrès de Malines en 1936 : *Actes du VIe Congrès Catholique de Malines*, t.III, pp. 9-21.

(108) R. DE BECKER, *Le livre des vivants et des morts*, pp. 202-238. Durant l'occupation allemande, De Becker alla encore plus loin. Ayant abandonné la foi catholique en faveur d'un racisme pan-germanique et d'un mysticisme nietzschéen, il exerça les fonctions de rédacteur en chef du journal collaborationniste *Le Soir* : J. WILLEQUET, *op.cit.*, pp. 174-180.

resteraient une minorité au sein d'une société largement sécularisée. Ce changement se refléta dans l'A.C.J.B. A la fin des années 30, sous l'impulsion d'une nouvelle génération de dirigeants, celle-ci proscrivit largement de sa propagande la rhétorique de reconquête spirituelle. Son affaiblissement dû aux défections vers Rex et aux réticences prolongées de la J.O.C. à participer pleinement à l'organisation induisit plutôt ses dirigeants à accorder la priorité à la formation doctrinale d'une élite catholique qui, en agissant comme un catalyseur, pourrait contribuer à la construction d'une nouvelle forme de société, au moins partiellement inspirée par les valeurs catholiques ⁽¹⁰⁹⁾.

Cette nouvelle vision des catholiques comme une minorité active à l'intérieur d'une société largement non-catholique fut, par rapport aux idées qui avaient eu cours dans les années 20 et au début des années 30, le changement le plus remarquable. Comme l'a écrit Pierre Sauvage, l'intelligentsia catholique de Belgique avait abandonné la poursuite de l'idéal d'une cité chrétienne au profit de l'action en tant que chrétiens dans la cité ⁽¹¹⁰⁾. La prédominance totale des valeurs catholiques dans le domaine politique comme dans le domaine spirituel fut abandonnée comme irréaliste et Leclercq et d'autres placèrent plutôt leurs espoirs dans un retour à la pureté et à la simplicité du christianisme primitif, qui ferait des catholiques un "ferment" à l'intérieur de la société ⁽¹¹¹⁾.

La filiation entre ces idées et celles de beaucoup de catholiques dans l'après-guerre est très nette. Au cours des années 40 et 50, l'Eglise — toujours sous le leadership conservateur du cardinal Van Roey — demeura fidèle à l'idée d'une action politique catholique dont la finalité était de garantir les intérêts de l'Eglise et de la foi ⁽¹¹²⁾. Mais beaucoup d'étudiants et d'intellectuels catholiques s'opposèrent à cette mentalité de ghetto et prônèrent des idées plus positives touchant le rôle dévolu aux catholiques dans une société moderne et pluraliste. Ils trouvèrent toujours beaucoup à critiquer dans les structures sociales et politiques de la Belgique mais l'oppression au cours des années de guerre et la dégénérescence de Rex en un abject mouvement de collaboration pro-nazi avait discrédité les idées autoritaires si à la mode dans les années 30. Ces jeunes catholiques s'attelèrent donc plutôt à la réalisation d'une démocratie moins formelle où les individus seraient en mesure d'exercer un contrôle réel sur leur destinée. Cela n'était pas vu comme un but exclusivement catholique et, dans la ligne du consensus national généré par et pendant la guerre,

(109) R. VERLAINE, *op.cit.*, pp. 125-136; P. SAUVAGE, *op.cit.*, pp. 197-198.

(110) *Idem*, pp. 226-231.

(111) *Idem*, pp. 197-202 et 220-221; R. DE BECKER, *Le livre des vivants et des morts*, pp. 215-216.

(112) R. AUBERT, «L'Eglise Catholique et la vie politique...», dans *Res Publica*, t.XV, 1973, pp. 187-188; W. PLAUSIC, «L'Eglise et la politique...», dans *Res Publica*, t.X, 1968, pp. 230-242.

beaucoup de jeunes catholiques se préoccupèrent de jeter des ponts vers ceux qui, à l'extérieur du monde catholique, partageaient leurs convictions politiques. Dans les années 40, ces idées se retrouvèrent, non seulement dans des revues intellectuelles catholiques comme *La Revue Nouvelle* (fondée avec le soutien — à nouveau — de l'abbé Leclercq) et dans la tentative sans lendemain d'un parti travailliste non-confessionnel, l'Union Démocratique Belge (U.D.B.), mais même dans le puissant Parti Social Chrétien (P.S.C.) fondé en 1945 comme le successeur du parti catholique d'avant-guerre⁽¹¹³⁾. Toute visée d'une reconquête catholique de la Belgique était absente de ces initiatives. Ce puissant « mobilisateur » des sentiments catholiques dans l'entre-deux-guerres était désormais considéré — du moins dans les milieux intellectuels — comme démodé et remplacé, pour la première fois, par une acceptation prudente mais sincère du pluralisme. Le processus complet — particulièrement en ce qui concerne la Hiérarchie — ne serait achevé que dans les années 60 mais, déjà, la société belge était reconnue comme une société qui bénéficiait, plus qu'elle n'en souffrait, de la coexistence de traditions philosophiques et politiques différentes et, plutôt que de s'efforcer de convertir la population à leurs vues, beaucoup de catholiques actifs préféraient désormais constituer un groupe d'influence au sein de la société.

Les idées que cet article a mis en évidence furent celles de quelques-uns plus que celles de la masse. Basée sur une analyse de revues et périodiques de faible diffusion, cette étude ne peut prétendre à rendre compte de l'opinion catholique en Belgique dans l'entre-deux-guerres. En se concentrant presque exclusivement sur la partie francophone du pays, elle a surévalué la signification de ce qui n'était que l'une des traditions au sein du catholicisme belge de l'entre-deux-guerres. Comme indiqué ci-dessus, le développement, principalement dans les zones industrielles de Wallonie, d'un influent mouvement démocrate-chrétien, fut d'une importance au moins équivalente; tandis qu'en Flandre, les aspirations de larges secteurs de l'opinion à une plus grande autonomie demeurèrent une tendance dominante. En outre, l'importance de ces courants intellectuels dans les sources imprimées de l'époque ne doit pas induire une sous-estimation du profond traditionalisme qui fut, pendant une grande partie du 20ème siècle, une caractéristique dominante de la politique belge. Les votes dans une société aussi profondément "clivée" que l'était la société belge de l'entre-deux-guerres étaient moins déterminés par un engagement personnel ou par des mobiles idéologiques que par le poids du milieu social et familial. Beaucoup d'électeurs catholiques accordaient incontestablement peu d'attention aux articles publiés dans la presse catholique et se

(113) Cfr n. 112; J.C. WILLAME, «L'Union Démocratique Belge», dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 743-744, 1976; J.-C. RICQUIER, «Auguste De Schrijver : souvenirs politiques et autres», dans *Revue Générale*, juin-juillet 1982, pp. 26-28.

comportait plutôt en fonction d'une simple loyauté à l'égard de l'Eglise et, par extension, à l'égard du parti catholique ⁽¹¹⁴⁾.

Il n'en reste pas moins que la révolte catholique anti-démocratique analysée dans cet article n'a certainement pas été sans signification en raison, à la fois, de l'influence considérable qu'elle a exercée sur beaucoup de catholiques belges et aussi en ce qu'elle refléta des situations que l'on retrouve ailleurs en Europe à l'époque. En France, Italie, Portugal, Espagne et Autriche aussi bien qu'à l'Est en Croatie, Slovaquie, Pologne et Lituanie, l'entre-deux-guerres fut une époque d'efflorescence de mouvements catholiques laïcs cherchant à rompre avec le monde libéral et avec la mentalité de ghetto d'un catholicisme défensif. Ces mouvements prirent des formes diverses. En France, un certain nombre de périodiques influents, comprenant non seulement la revue *Esprit* de Mounier, mais aussi les revues dominicaines *La Vie Intellectuelle* et *Sept*, se firent les avocats d'un catholicisme plus ouvert qui, en opposition au conservatisme traditionnel de beaucoup de catholiques français, entendait aborder de front le monde moderne dans l'intention de le changer ⁽¹¹⁵⁾. En Espagne, la création de la Seconde République suscita une floraison de groupes catholiques laïcs qui allèrent souvent plus loin que la hiérarchie ecclésiastique dans l'opposition au nouveau système parlementaire. De même, en Pologne, une laïcité catholique active, principalement basée dans les villes universitaires, en appela au remplacement des structures politiques existantes par un ordre politique et social véritablement catholique. Ailleurs, ce furent fréquemment les mouvements d'Action catholique parrainés par Pie XI qui servirent de catalyseurs au processus de renouveau. En Italie, en Autriche et en Croatie, les groupes d'Action catholique se muèrent en mouvements de masse qui recueillirent un énorme succès auprès d'une jeunesse aspirant à élaborer une forme plus militante et héroïque de catholicisme ⁽¹¹⁶⁾.

Une profonde hostilité aux institutions et aux principes du libéralisme était commune à tous ces mouvements de régénération catholique. Dans toute l'Europe, les catholiques radicaux dénoncèrent l'inefficacité et la corruption des régimes parlementaires et en appelèrent à son remplacement par un nouvel ordre politique, économique et social qui assurerait la

(114) Le concept de «polarisation» a été souvent utilisé pour rendre compte de la coexistence en Belgique de mondes catholique, socialiste et libéral spécifiques. Cfr *Revue belge d'histoire contemporaine*, t.XIII, 1982.

(115) M. WINOCK, *op.cit.*; A. COUTROT, *Un courant de la pensée catholique : l'hebdomadaire «Sept», (mars-1934-août 1937)*, Paris, 1961; R. O. PAXTON, «France: the Church, the Republic and the Fascist Temptation, 1922-1945», dans WOLFF et HOENSCH (Eds.), *Catholics, the State and the European Radical Right*, pp. 67-91.

(116) M. VINCENT, *op.cit.*, pp. 79-92; M. PRZECISZEWSKI, *op.cit.*, pp. 333-347; J. POLLARD, *op.cit.*, pp. 103-123; E. WEINZIERL, «Austria: Church, State, Politics and Ideology, 1919-1938» et S. ALEXANDER, «Croatia: The Catholic Church and Clergy, 1919-1945», dans WOLFF et HOENSCH (Eds.), *Catholics, the State and the European Radical Right*, pp. 5-30 et 31-66; L. GELLOTT, *op.cit.*, pp. 571-589.

prééminence du bien commun et des valeurs de la foi catholique. Tant leurs critiques du *statu quo* que les remèdes qu'ils proposaient, rapprochèrent ces radicaux du discours fasciste. Il serait donc absurde d'affirmer que le catholicisme fut, en toute occurrence, à l'abri de la tentation autoritaire des années 30. En fait, beaucoup de ce qui était vital et novateur dans le catholicisme de l'entre-deux-guerres se situait à l'opposé immédiat des valeurs et des structures libérales qui dominèrent l'Europe après 1945. Mais, par ailleurs, le terme de « clérico-fascisme » souvent utilisé pour caractériser ces mouvements est tout à fait inadéquat. Certes, il y avait des affinités entre les idées catholiques et celles des fascismes italien, français et allemand et les exemples des rexistes en Belgique, des Oustachis en Croatie, des intellectuels catholiques de la phalange espagnole ou de Philippe Henriot en France, démontrent que tous les catholiques ne considéraient pas qu'un fossé infranchissable séparait leurs vues de celles des mouvements fascistes. Mais ces exemples spectaculaires furent toujours des exceptions. La plupart des catholiques militants de l'entre-deux-guerres furent très attentifs à souligner les différences politiques et spirituelles qui les distinguaient des défenseurs du fascisme. Alors que le fascisme, du moins dans la plupart de ses variantes, était nationaliste, sécularisateur, étatique, industrialiste et agressivement moderne, les catholiques radicaux demeuraient entichés d'une vision un peu nostalgique d'une communauté organique et corporatiste. A l'occasion, ces différences se concrétisèrent. Beaucoup de ceux qui, en Belgique et ailleurs, avaient milité pour une révolution catholique rejoignirent ensuite des mouvements de résistance anti-nazis, tandis qu'en Autriche les catholiques radicaux qui avaient accueilli à bras ouverts les réformes autoritaires de Dolfuss s'opposèrent également catégoriquement au régime nazi imposé après l'*Anschluss*.

On a donc un besoin urgent d'un modèle d'étude plus sophistiqué de l'histoire de l'entre-deux-guerres européenne, modèle qui tiendrait compte de l'impossibilité de raccrocher toutes les formes de pensée anti-démocratique au portemanteau surchargé du fascisme. Ainsi que, écrivant dans un autre contexte, Michel Winock l'a fait observer, l'Europe des années 30 fourmillait de critiques à l'encontre du parlementarisme libéral qui, toutes, représentaient un large éventail de traditions politiques⁽¹¹⁷⁾. Le catholicisme était certainement l'une d'elles qui, en dépit de certaines affinités avec le fascisme, possédait son propre patrimoine, ses propres maîtres à penser, ses propres ambitions et son propre dynamisme.

(117) M. WINOCK, « Fascisme à la française... », dans *Le débat*, n° 25, mai 1983, pp. 40-41.